

DIALOGUE GLOBAL

8.2

3 numéros par an en 17 langues

Entretien avec
John Holloway

Labinot Kunushevi

Les think tanks
néolibéraux

Karin Fischer
Dieter Plehwe
Elaine McKewon
Hernán Ramírez
Matthias Kipping

Le care en crise

Heidi Gottfried
Jennifer Jihye Chun
Fiona Williams
Adelle Blackett
Chris Tilly
Georgina Rojas
Nik Theodore
Sabrina Marchetti
Helma Lutz
Youyenn Teo
Pei-Chia Lan
Sharmila Rudrappa
Helen Schwenken

Perspectives
théoriques

Hartmut Rosa
Jasminka Lažnjak

Rubrique ouverte

- > Les promoteurs immobiliers chinois face à la résistance paysanne
- > L'équipe de Dialogue Global en Roumanie

MAGAZINE



VOLUME 8 / NUMÉRO 2 / AOÛT 2018
<http://globaldialogue.isa-sociology.org/>

DG

Association
Internationale
de Sociologie
isa



> Éditorial

Le fondamentalisme de marché et le néolibéralisme ont, un peu partout dans le monde, un impact sur la vie quotidienne des gens. L'argent, les marchés, et la pensée néolibérale sont au cœur des politiques actuelles menées à différents niveaux – national, supranational, international et transnational. Les deux premiers articles de ce numéro sont des réflexions sur ces tendances dominantes de notre temps. Dans un entretien, John Holloway, critique influent et pénétrant du capitalisme, traite des forces destructrices de l'argent, de la dynamique du capitalisme financier, ou encore de l'évolution problématique de l'Union européenne, tout en insistant qu'une autre société est néanmoins possible. Les auteurs de notre premier dossier spécial, consacré aux think thanks néolibéraux, nous rappellent que le néolibéralisme reflète une forte tradition, celle de l'idée libérale de l'autorégulation des marchés. Les think thanks néolibéraux sont des protagonistes influents de cette idée, sans que nous en soyons nécessairement conscients dans notre vie quotidienne. La sociologue Karin Fischer, qui fait des recherches sur ce phénomène au niveau international, a rassemblé dans ce dossier une série d'articles qui montrent comment ces think thanks fonctionnent et influencent la société.

Depuis une dizaine d'années, le *care* et le travail de *care* sont des questions qui attirent de plus en plus grand l'attention des sociologues. Pour notre deuxième symposium, Heidi Gottfried et Jennifer Jihye Chun, deux chercheuses reconnues dans le domaine, ont rassemblé une série d'articles qui nous emmènent à travers le monde

pour illustrer les profonds et vastes changements en cours dans l'organisation du *care* et du travail de *care*. De nombreux aspects de cette question – les nouveaux marchés du *care*, la marchandisation du corps, l'évolution des structures familiales et de genre, les migrations et les chaînes mondiales du *care* – apparaissent intimement liés aux transformations du capitalisme contemporain et aux rapports de genre, de race et de classe. À cette occasion, nous présentons le Réseau de recherche sur les droits des travailleuses domestiques, un réseau international influent créé à l'initiative de spécialistes en sciences sociales et d'activistes, qui lutte avec succès pour de meilleures conditions de travail dans ce secteur.

Le sociologue et philosophe allemand Hartmut Rosa critique depuis plusieurs années certains des principes fondamentaux des sociétés modernes capitalistes, à savoir le besoin constant d'accélération, de croissance et de compétition. Sa théorie sur la « résonance » – ou le manque de résonance – comme un des problèmes majeurs de notre époque, a donné lieu à de vastes débats. Il en offre dans ce numéro un aperçu.

Par ailleurs, un entretien avec Jasminka Lažnjak, l'actuelle présidente de l'Association croate de Sociologie, met l'accent sur l'évolution de la situation en Europe de l'Est et dans les Balkans et les défis que cela représente pour la sociologie. Un autre article aborde les conflits autour du processus d'urbanisation en Chine. Enfin, un dernier article présente l'équipe roumaine de *Dialogue Global*. ■

Brigitte Aulenbacher et **Klaus Dörre**,
rédacteurs en chef de *Dialogue Global*

> *Dialogue Global* est disponible en 17 langues sur [le site web de l'ISA](#).

> Les propositions d'articles sont à adresser à globaldialogue.isa@gmail.com.

ISA Association
Internationale
de Sociologie

**DIALOGUE
GLOBAL**



> Comité de rédaction

Rédacteurs en chef : Brigitte Aulenbacher, Klaus Dörre.

Assistants d'édition :

Johanna Grubner, Christine Schickert.

Rédactrice en chef adjointe : Aparna Sundar.

Responsables éditoriaux : Lola Busuttill, August Bagà.

Consultant : Michael Burawoy.

Consultant médias : Gustavo Taniguti.

Rédacteurs-consultants :

Margaret Abraham, Markus Schulz, Sari Hanafi, Vineeta Sinha, Benjamín Tejerina, Rosemary Barbaret, Izabela Barlinska, Dilek Cindoğlu, Filomin Gutierrez, John Holmwood, Guillermina Jasso, Kalpana Kannabiran, Marina Kurkchian, Simon Mapadimeng, Abdul-mumin Sa'ad, Ayse Saktanber, Celi Scalón, Sawako Shirahase, Grazyna Skapska, Evangelia Tastsoglou, Chin-Chun Yi, Elena Zdravomyslova.

Équipes régionales

Monde arabe : Sari Hanafi, Mounir Saidani.

Argentine : Juan Ignacio Piovani, Pilar Pi Puig, Martín Urtasun.

Bangladesh : Habibul Haque Khondker, Hasan Mahmud, Juwel Rana, US Rokeya Akhter, Toufika Sultana, Asif Bin Ali, Khairun Nahar, Kazi Fadia Esha, Helal Uddin, Muhaimin Chowdhury.

Brésil : Gustavo Taniguti, Andreza Galli, Lucas Amaral Oliveira, Benno Warken, Angelo Martins Junior, Dmitri Cerboncini Fernandes.

France/Espagne : Lola Busuttill.

Inde : Rashmi Jain, Jyoti Sidana, Pragya Sharma, Nidhi Bansal, Pankaj Bhatnagar.

Indonésie : Kamanto Sunarto, Hari Nugroho, Lucia Ratih Kusumadewi, Fina Itriyati, Indera Ratna Irawati Pattinasarany, Benedictus Hari Juliawan, Mohamad Shohibuddin, Dominggus Elcid Li, Antonius Ario Seto Hardjana, Diana Teresa Pakasi, Nurul Aini, Geger Riyanto, Aditya Pradana Setiadi.

Iran : Reyhaneh Javadi, Niayesh Dolati, Sina Bastani, Sayyed Muhammad Mutallebi, Vahid Lenjanzade.

Japon : Satomi Yamamoto, Sara Maehara, Masataka Eguchi, Yuko Masui, Riho Tanaka, Marie Yamamoto, Kaori Hachiya, Ayana Kaneyuki, Erika Kuga, Kaya Ozawa, Tsukasa Shibagaki, Michiaki Yuasa.

Kazakhstan : Aigul Zabirowa, Bayan Smagambet, Adil Rodionov, Almash Tlespayeva, Kuanysh Tel.

Pologne : Jakub Barszczewski, Iwona Bojadziejewa, Katarzyna Dębska, Paulina Domagalska, Łukasz Dulniak, Krzysztof Gubański, Sara Herczyńska, Justyna Kościńska, Karolina Mikołajewska-Zajac, Adam Müller, Zofia Penza-Gabler, Aleksandra Senn, Anna Wandzel, Jacek Zych.

Roumanie : Cosima Rughiniş, Raisa-Gabriela Zamfirescu, Maria-Loredana Arsene, Denisa Dan, Diana Alexandra Dumitrescu, Radu Dumitrescu, Iulian Gabor, Dan Gîţman, Alina Hoară, Aleksandra Irimie-Ana, Cristiana Lotrea, Anda-Olivia Marin, Bianca Mihăilă, Andreea Elena Moldoveanu, Oana-Elena Negrea, Mioara Paraschiv, Codruţ Pînzaru, Susana Maria Popa, Elena Tudor.

Russie : Elena Zdravomyslova, Anastasia Daur, Valentina Isaeva.

Taiwan : Jing-Mao Ho.

Turquie : Gül Çorbacioğlu, İrmak Evren.



John Holloway, sociologue et théoricien marxiste de renom, parle des possibilités de créer une société fondée sur la reconnaissance mutuelle de la dignité humaine tout en rappelant la nécessité de libérer notre force créatrice de la domination de l'argent.



L'impact des think tanks néolibéraux sur les décisions politiques prises à l'échelle mondiale est de plus en plus important. Le dossier spécial qui leur est consacré s'intéresse aux origines et à l'évolution de ces réseaux de think tanks et analyse leur influence politique, sociale et économique à travers le monde.



Ce dossier met en lumière les grandes problématiques du secteur du care et du travail domestique. Des spécialistes du monde entier rendent compte de la transformation de ce domaine du travail, des modes d'organisation des travailleurs domestiques d'un pays à l'autre, et des luttes actuelles pour des conditions de travail décentes.



Dialogue Global est rendu possible grâce au généreux concours des **Éditions SAGE**.

Édition française : ISSN 2519-8696

> Dans ce numéro

Editorial 2

> PARLONS DE SOCIOLOGIE

Le capitalisme, un avenir incertain pour l'humanité :
Entretien avec John Holloway

Labinot Kunushevci, Kosovo 5

> THINK TANKS NÉOLIBÉRAUX

Les réseaux de think tanks néolibéraux

Karin Fischer, Autriche 8

Le réseau Atlas, ou comment inonder la planète de think
tanks favorables au libre marché

Karin Fischer, Autriche 10

Complexité et simplification :
La politique européenne des think tanks

Dieter Plehwe, Allemagne 12

Les professionnels du climato-scepticisme

Elaine McKewon, Australie 14

Le réseau des think tanks néolibéraux au Brésil

Hernán Ramírez, Brésil 16

L'expertise des think tanks, un outil de marketing ou
d'hégémonie ?

Matthias Kipping, Canada 18

> LE CARE EN CRISE

L'évolution du travail de care à travers le monde

**Heidi Gottfried, États-Unis, et Jennifer Jihye Chun,
Canada** 20

Une crise mondiale du care ?

Fiona Williams, Royaume-Uni 22

L'OIT établit les normes d'un travail domestique décent

Adelle Blackett, Canada 24

Organisation des travailleuses domestiques
et intersectionnalité

**Chris Tilly, États-Unis, Georgina Rojas, Mexique,
et Nik Theodore, États-Unis** 26

Une gouvernance mondiale du travail domestique rémunéré

Sabrina Marchetti, Italie 29

Quand la femme travaille dans un autre pays

Helma Lutz, Allemagne 31

Singapour, un endroit idéal pour élever ses enfants ?

Youyenn Teo, Singapour 33

Le personnel de santé migrant au Japon

Pei-Chia Lan, Taiwan 35

La grossesse et l'accouchement comme travail rémunéré

Sharmila Rudrappa, États-Unis 37

Le Réseau de recherche sur les droits des travailleuses
domestiques

**Sabrina Marchetti, Italie, et Helen Schwenken,
Allemagne** 39

> PERSPECTIVES THÉORIQUES

L'idée de résonance comme concept sociologique

Hartmut Rosa, Allemagne 41

La coopération, pour lutter contre la balkanisation :
Entretien avec Jasminka Lažnjak

Labinot Kunushevci, Kosovo 45

> RUBRIQUE OUVERTE

Les promoteurs immobiliers chinois face à la résistance
paysanne

Yue Du, États-Unis 49

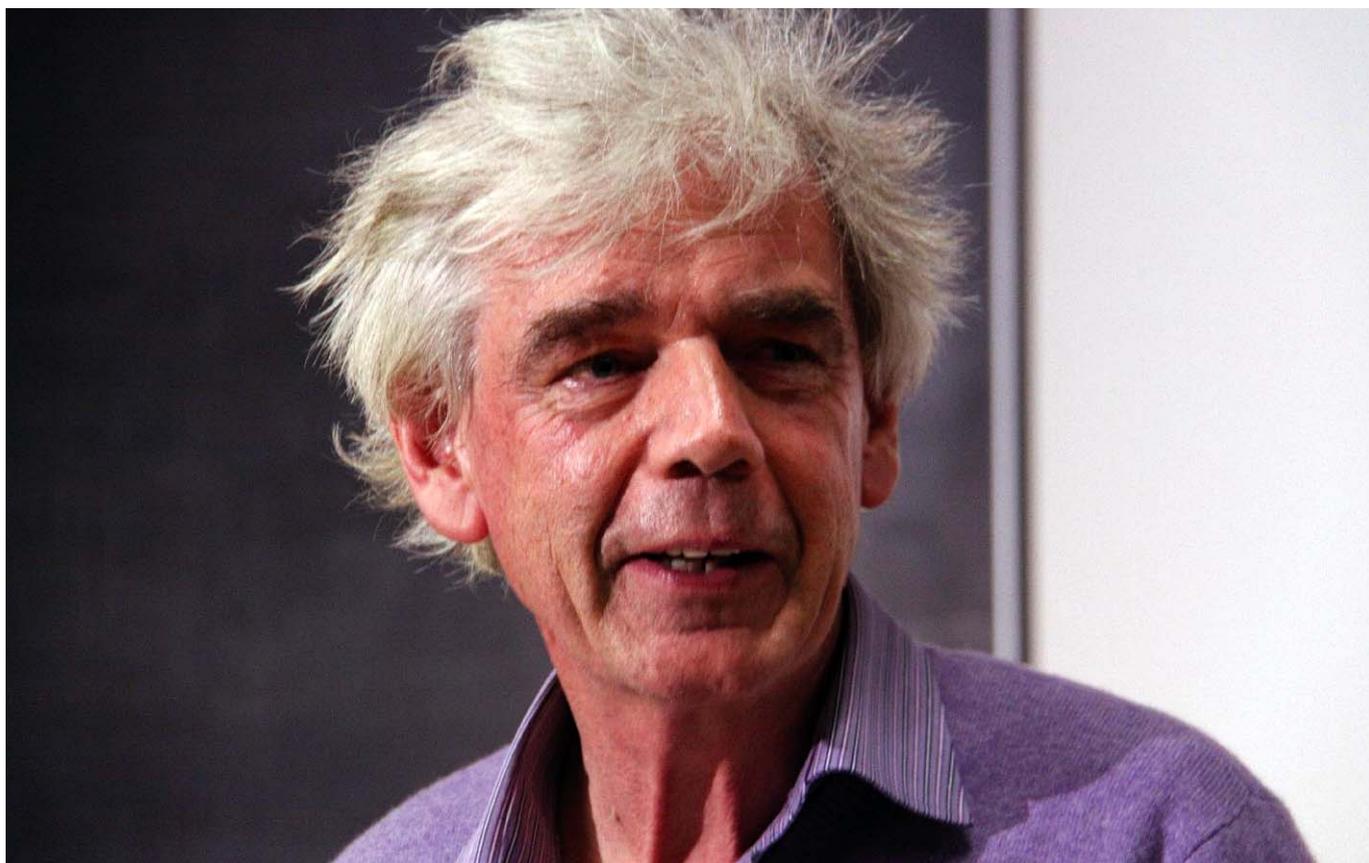
L'équipe de *Dialogue Global* en Roumanie 51

“ La seule question scientifique à poser est la suivante : Comment sortir de là ? Comment stopper cette fuite en avant qui conduit l'humanité à l'autodestruction ? Comment créer une société fondée sur la reconnaissance mutuelle de la dignité humaine ? ”

John Holloway

> Le capitalisme, un avenir incertain pour l'humanité

Entretien avec John Holloway



| John Holloway.

John Holloway est professeur de sociologie à l'Université autonome de Puebla (Mexique). Il est l'auteur de nombreux écrits sur la théorie marxiste, le mouvement zapatiste et les nouvelles formes de lutte anticapitaliste. Son livre *Changer le monde sans prendre le pouvoir* (2002 ; 2008 pour la traduction française), traduit en onze langues, a suscité de vives controverses à travers le monde. Avec *Crack Capitalism : 33 thèses contre le capital* (2010 ; 2012 pour la traduction française), il va plus loin en avançant que la seule manière d'envisager la révolution aujourd'hui

réside dans la création, l'expansion, la multiplication et la confluence des brèches (*cracks*) dans la domination capitaliste. L'entretien qui suit fait partie d'un projet d'ensemble sur les grandes théories sociales, qui a également pour objectif d'explorer l'intersection entre sociologie internationale et sociologies nationales au travers de conversations avec des sociologues de renom. Il a été mené par **Labinot Kunushevc**, membre associé du Réseau de Jeunes Sociologues de l'ISA et titulaire d'un master en sociologie de l'Université de Pristina (Kosovo).

LK : Il existe plusieurs théories qui tentent d'analyser et d'expliquer le monde en tant que système social et les dynamiques qui créent les inégalités dans le monde. Quel est à votre avis le rôle du marxisme aujourd'hui, et quel est l'avenir du marxisme et des marxistes ?

JH : La seule question scientifique à poser est la suivante : Comment sortir de là ? Comment stopper cette fuite en avant qui conduit l'humanité à l'autodestruction ? Comment créer une société fondée sur la reconnaissance mutuelle de la dignité humaine ?

Autrement dit, la question ne porte pas sur telle ou telle école de pensée. Il nous faut commencer par admettre que nous n'avons pas de réponses à ces questions ; nous ne savons pas comment susciter la transformation de la société qui est à l'évidence nécessaire, or ce devrait être le point de départ de notre réflexion. La tradition qui est celle de la pensée marxiste n'a pas non plus les réponses, mais elle a au moins le mérite de poser la question, la question de la révolution. Quant à l'avenir, je ne sais pas. Mais la colère sociale monte dans le monde entier, or si elle n'évolue pas dans le sens d'une transformation radicale de la société, alors l'avenir s'annonce en effet bien sombre. C'est en ce sens que le marxisme (ou toute autre théorie révolutionnaire) est essentiel pour l'avenir de l'humanité.

LK : D'après un article du [Daily Mail](#) publié en 2016, des documents récemment rendus publics révèlent que l'industrie du sucre a soudoyé des chercheurs réputés de Harvard afin qu'ils établissent dans leurs articles que les graisses, et non le sucre, sont la cause principale des maladies cardiaques. Comment expliquez-vous que la conscience d'universitaires puisse être corrompue en vue d'un profit capitaliste ?

JH : Dans un monde dominé par l'argent, la corruption fait partie intégrante du système, et cela inclut le travail universitaire. Mais le problème ne se limite pas aux cas flagrants de corruption comme celui que vous avez mentionné, mais concerne toutes ces forces qui, dans les milieux scientifiques comme dans la société, nous poussent au conformisme et à accepter une société qui nous tue. Pratiquement tous ceux qui lisent cette interview ont vraisemblablement une activité à l'université, qu'il s'agisse d'étudiants ou d'enseignants. Le défi qui se pose à nous est de retourner cette activité contre un système si obscène et si destructif, dans tout ce que nous faisons : aussi bien dans nos débats lors de séminaires que dans les essais et les articles que nous écrivons.

LK : Je m'intéresse à la question des masculinités associées à telle ou telle position de pouvoir. Dans un entretien que j'ai réalisé avec elle, Raewyn Connell disait : « Pour expliquer cela, il est important de s'intéresser à la dimension de genre dans les actions des personnes qui ont un pouvoir économique ainsi que

de celles qui ont un pouvoir au sein de l'État ». De la même manière, Anthony Giddens, dans une interview que j'ai menée avec lui, disait : « La crise financière mondiale – qui est loin d'avoir été entièrement résolue – comporte certains aspects révélateurs, y compris la dimension de genre, étant donné le rôle que la masculinité exacerbée a joué dans le comportement agressif des acteurs sur les marchés monétaires internationaux ». Quel est à votre avis le rôle de ces acteurs sur les marchés monétaires internationaux et le rapport entre masculinité et pouvoir économique ?

JH : C'est une question intéressante. J'aurais tendance à interpréter ces propositions en sens inverse. Le comportement agressif des acteurs sur les marchés monétaires internationaux lors de la crise financière ne résultait pas du sexe de ces acteurs, mais plutôt l'inverse. Le comportement agressif provenait de la nature de l'argent et de la recherche permanente et inlassable de son expansion. L'agression qui est inscrite dans la nature de l'argent fait qu'il est probable que ses serviteurs les plus efficaces et compulsifs seront des hommes, pour la simple raison qu'historiquement, l'organisation de notre société a davantage encouragé ce type de comportement chez les hommes que chez les femmes. Tant qu'il y aura de l'argent, le comportement de ceux qui consacrent leur vie à son expansion sera agressif, quel que soit leur sexe. Pour se débarrasser de ce comportement que nous identifions comme de l'agression masculine, nous devons nous débarrasser de l'argent et établir nos relations sociales sur des bases différentes, plus raisonnables.

LK : Comment peut-on créer une forme de capitalisme responsable, qui concilie la création de richesse avec les besoins de la société ?

JH : C'est impossible. Le capital est la négation de la création de richesse axée sur les besoins des êtres humains. Le capital, c'est la création de richesse axée sur l'expansion de la valeur, c'est-à-dire du profit. Il n'y a plus guère de doute aujourd'hui que ce type de création de richesse est en train de nous entraîner vers notre propre anéantissement.

LK : D'après le World Values Survey de Ronald Inglehart, il existe deux systèmes de valeur : le système de valeur matérialiste et le système de valeur traditionnel. En quoi les idées que vous exposez dans *Changer le monde sans prendre le pouvoir et Crack Capitalism* permettent-elles d'expliquer le mouvement de fluctuation entre ces deux systèmes de valeur, et quel rôle jouent ces systèmes de valeur dans les inégalités générées par le capitalisme ?

JH : Je ne pense qu'il s'agisse de trouver un équilibre entre des systèmes de valeur. Nous nous trouvons comme piégés dans un système qui est de plus en plus violent, qui recourt de plus en plus à l'exploitation, et qui est de plus

en plus inégalitaire. Le capitalisme intermédiaire n'existe pas, le capitalisme modéré n'existe pas, le capitalisme de compromis n'existe pas. L'expérience de nos voisins proches, les Grecs, en témoigne d'une manière très claire. La thèse que je défends dans les livres que vous mentionnez, c'est que nous devons rompre avec le capitalisme, or nous ne savons pas comment le faire, c'est pourquoi il est nécessaire de réfléchir et d'expérimenter. Ce n'est pas par le biais de l'État que nous y arriverons, comme votre propre expérience en Yougoslavie et de nombreuses autres expériences le montrent clairement, et donc il faut trouver d'autres voies. Dans *Crack Capitalism*, j'aborde ces autres voies sous l'angle des millions de « brèches » qui existent déjà dans la texture de la domination capitaliste, les millions d'expériences pour créer d'autres modes de vie, que ce soit par nécessité ou comme efforts conscients de créer une autre façon de vivre, et j'en arrive à la conclusion que le seul moyen d'envisager la révolution aujourd'hui réside dans la création, l'expansion, la multiplication et la confluence de ces brèches.

LK : Pensez-vous qu'une société égalitaire soit possible ?

JH : Oui, mais à mon avis là n'est pas la question essentielle. La question essentielle est de savoir si nous pouvons libérer notre activité, notre pouvoir créateur, de l'emprise de l'argent. Est-ce que cela est possible ? Je l'espère, car je ne vois aucun autre avenir pour l'humanité.

Sans doute faudrait-il formuler différemment la question : pensez-vous qu'il soit possible de maintenir l'organisation actuelle de la société ? Ce à quoi je répondrais : Probablement, mais seulement à court terme, car le capitalisme ne devrait pas tarder à nous détruire. La course est engagée : peut-on se débarrasser du capitalisme avant qu'il ne se débarrasse de nous ? Je n'ai pas la réponse, mais je sais dans quel camp je suis.

LK : Le Royaume-Uni a voté par référendum de sortir de l'Union européenne, alors même que l'Europe est confrontée à de nombreux défis, en particulier une crise structurelle au plan économique et politique. Ces défis sont fort bien expliqués par Joseph Stiglitz, prix Nobel d'économie, qui a dit que les pressions exercées par les États-Unis, le Fonds monétaire international et la Banque mondiale ont conduit des États à privatiser leurs biens publics en désindustrialisant leurs économies et à mettre en place des oligarques facilement contrôlables. Quelles répercussions cela

va-t-il avoir sur d'autres pays en Europe et ailleurs dans le contexte de la crise globale ?

JH : Ce sont vos derniers mots, « la crise globale », qui sont essentiels. Les zapatistes parlent de *la tormenta*, la tempête qui sévit déjà et qui risque de se déchaîner avec d'autant plus de force au cours des prochaines années. Les effets de cette tempête se font ressentir partout dans le monde : Trump et le Brexit n'en sont qu'un exemple parmi d'autres. Comment réagir ? En retournant notre colère contre le capital. Et, de manière plus immédiate, en faisant tout notre possible pour rejeter le nationalisme. L'actuelle montée des nationalismes en Europe fait peur. À cet égard, la leçon de l'Histoire est claire : le nationalisme est synonyme de mort et de massacre, et rien d'autre.

LK : Au Kosovo, un petit pays qui a accédé à l'indépendance il y a tout juste dix ans, nous continuons à être confrontés à de nombreuses difficultés, en particulier liées au processus de libéralisation des visas et d'intégration dans l'Union européenne (UE). Cet isolement a pour conséquence de restreindre la libre circulation, le contact avec d'autres pays européens et leurs cultures, l'intégration dans le marché européen et l'accès aux opportunités d'emploi en Europe pour la population du Kosovo, dont 60% a moins de 25 ans. Nous éprouvons le besoin d'être intégrés dans l'UE et d'y appartenir. À votre avis, que pouvons-nous faire pour que le Kosovo s'intègre dans l'Europe ?

JH : Est-ce que l'appartenance à l'UE est la même chose que l'intégration dans l'Europe ? Certainement pas. L'Union européenne est une structure autoritaire fortement marquée par le néolibéralisme. Dans ce contexte, il n'est pas surprenant que les gens aient réagi contre l'UE, mais l'élément véritablement effrayant de ce rejet est le nationalisme qui l'accompagne (dans le cas du Brexit, par exemple). À mon sens, l'aspect le plus important de l'Union européenne, c'est qu'elle est née d'une lutte contre les frontières, après le massacre de la Seconde Guerre mondiale. C'est cela que nous devons perpétuer si tant est que nous voulions maintenir vivant le meilleur de l'intégration européenne : la lutte contre les frontières. Qu'est-ce que cela peut impliquer pour le Kosovo ? Avant tout, l'ouverture des frontières pour les migrants, qu'ils viennent d'Europe, du Moyen-Orient, d'Afrique ou d'où que ce soit. C'est ainsi que l'on peut encourager le contact avec d'autres pays et cultures, c'est ainsi que vous pouvez enrichir la vie des 60% de la population qui ont moins de 25 ans. ■

Toute correspondance est à adresser à :
Labinot Kunushevi <labinotkunushevi@gmail.com>
John Holloway <johnholloway@prodigy.net.mx>

> Les réseaux de think tanks néolibéraux

Karin Fischer, Université Johannes Kepler de Linz (Autriche)



Les think tanks néolibéraux, connectés et coordonnés à travers le monde.

Les think tanks, ou groupes de réflexion, peuvent prendre diverses formes et dimensions mais il s'avère qu'ils se multiplient et gagnent en importance. Après s'être dans un premier temps agrégés aux universités et aux centres de recherches liés à des groupes d'intérêt ou des organismes associatifs, les think tanks se sont aujourd'hui imposés comme des acteurs essentiels de la vie politique et de l'élaboration des politiques publiques. L'essor du modèle des think tanks a relégué les intellectuels issus du milieu universitaire en marge des débats politiques publics. Le professionnel des think tanks a ainsi pris dans les médias la place d'« expert » autrefois occupée par le professeur d'université.

Les professionnels des think tanks cherchent à se présenter comme des technocrates voués à un savoir

>>

« neutre » et à une approche fondée sur des données factuelles. Suivant la conception américaine traditionnelle, les think tanks se caractérisent par ailleurs par l'expertise indépendante et le souci de l'intérêt général.

Or, contrairement à cette image promotionnelle, la plupart des think tanks sont orientés politiquement. En tant qu'organisations spécialisées dans l'expertise, le conseil et la diffusion en matière de politiques – il s'agit du minimum requis pour fonctionner comme think tank, et non d'une définition exhaustive – les think tanks garantissent, produisent et orientent des connaissances sélectionnées. Les études consacrées aux (réseaux de) think tanks ont le mérite d'avoir démontré que l'expertise des think tanks est politique plutôt que neutre, et discutable plutôt que technocratique. Situés au croisement du monde universitaire, des intérêts économiques, de la politique et des médias, les think tanks peuvent par conséquent être considérés comme un élément des processus de formation des préférences, de la société civile et des classes sociales.

Ceci est particulièrement vrai du « développement des capacités » de la droite néolibérale. Les think tanks partisans du libre marché ont été des pionniers stratégiques de la « contre-révolution néolibérale » engagée dans les années 1970. Depuis, leurs réseaux, bien développés, se sont consacrés à la « guerre des idées » et ont contribué à assurer l'essor continu des paradigmes néolibéraux. Connectés et coordonnés par-delà les frontières, et ayant généralement un caractère élitiste, ils tentent de conquérir un public plus large et de peser sur les questions de gouvernance à l'échelle nationale aussi bien qu'internationale. Ils consacrent des trésors de créativité, et des sommes importantes en provenance d'entreprises privées, à élaborer des scénarios et orienter les politiques publiques dans une direction donnée. L'architecture néolibérale transnationale n'a jamais été égalée par les forces adverses – sachant que les grandes entreprises et les multimillionnaires sont pour la plupart orientés à droite. Les politiques environnementales axées sur le libre marché et le climato-scepticisme, issus des réseaux de think tanks néolibéraux et néoconservateurs et financés par l'industrie des énergies fossiles, l'industrie minière et le secteur énergétique, en offrent un exemple éclatant.

Les articles inclus dans ce numéro mettent en lumière les différentes facettes du phénomène des think tanks. Karin

Fisher retrace l'évolution du réseau Atlas, montrant ainsi que la recherche sur les think tanks ne devrait pas se limiter aux organisations individuelles. Dieter Plehwe partage l'approche « réseaux » (<http://thinktanknetworkresearch.net/>) dans son analyse de la prolifération des think tanks (néolibéraux) en Europe ; ainsi démêle-t-il la stratégie politique des think tanks qui s'efforcent d'orienter l'Union européenne dans un sens néolibéral et conservateur.

Deux études de cas font apparaître l'acharnement avec lequel est menée cette « bataille des idées ». Elaine McKewon s'intéresse à l'activité d'un think tank néolibéral basé en Australie qui nie l'existence du changement climatique. Elle attire l'attention sur les réseaux institutionnels d'influence qui sont ici à l'œuvre, précisant que les think tanks impliqués appartiennent à des réseaux organisés de la mouvance néolibérale. Au Brésil, les « combattants pour la liberté » affiliés à Atlas sont devenus les principaux instigateurs de la fronde menée contre le Parti des Travailleurs et la présidente Dilma Rousseff. Hernán Ramírez fait remonter les origines de ces nouveaux acteurs aux années 1960 et montre leurs liens avec les anciens groupes de réflexion et réseaux du néolibéralisme organisé au Brésil et ailleurs.

Enfin, Matthias Kipping analyse dans son article un exemple particulièrement ingénieux de la stratégie de dissimulation du lien entre la sphère du savoir et celle des intérêts qui caractérise le modèle des think tanks. Des entreprises internationales de conseil se permettent le luxe de financer des think tanks, tirant ainsi avantage de leur caractère ostensiblement non lucratif et de leurs prétentions à un savoir légitime « fondé sur des données factuelles ».

Quelles sont les indications qu'apportent ces études de cas à la recherche critique sur les think tanks ? Premièrement, les think tanks se consacrant aux politiques publiques ou les think tanks partisans mériteraient d'être étudiés en tant que réseaux transnationaux d'individus, d'organisations et d'idées. Deuxièmement, les chercheurs devraient détecter la logique des soutiens et des influences qui se trouvent derrière un think tank ou un réseau en fonction de ses engagements idéologiques, financiers, politiques et scientifiques. Enfin, la recherche sur le sujet gagnerait à adopter une perspective plus large et à situer les think tanks dans les processus de formation de la société civile et des classes sociales. ■

> Le réseau Atlas,

ou comment inonder la planète de think tanks favorables au libre marché

Karin Fischer, Université Johannes Kepler de Linz (Autriche)



Comment orienter notre vision du monde en fonction de la recherche du profit.

Lorsque Antony Fisher, un homme d'affaires britannique issu d'une famille aisée, découvre *La route de la servitude* de Friedrich Hayek dans la version condensée publiée dans le *Reader's Digest*, cette lecture l'impressionne fortement. Dans ce livre publié pendant la Seconde Guerre mondiale, Hayek associe le socialisme au fascisme et fustige la planification étatique qui, de son point de vue, mène inévitablement à la servitude. À l'issue de la guerre, Fisher souhaite s'engager en politique mais Hayek l'en dissuade : « Oubliez la politique. Les responsables politiques se contentent de suivre les opinions dominantes. Si vous voulez vraiment changer le cours des choses, il vous faut changer les idées ». Autrement dit, efforcez-vous de convaincre chercheurs, enseignants, écrivains, journalistes – et les responsables politiques suivront. Le modèle du think tank était né.

Hayek n'aurait guère pu trouver de meilleur allié pour fonder une institution visant à diffuser l'idée du libre marché, d'un gouvernement limité et de la liberté individuelle dans le cadre de l'État de droit. En 1955, Fisher fonde à

Londres l'Institut des affaires économiques (IEA), qui dès le départ dirige son artillerie idéologique (selon l'expression de l'un de ses présidents) contre l'establishment politique. Au fil des années, l'IEA a converti les membres du parti Tory conservateur en néolibéraux. Il a établi le programme électoral de Thatcher et a contribué à orienter sa politique économique, notamment en matière de privatisation et de déréglementation.

Une fois l'IEA bien implanté, Fisher – qui entretenait en parallèle d'étroites relations avec des cercles de l'élite néolibérale comme la Société du Mont Pèlerin (MPS) – consacre toute son énergie au développement de think tanks néolibéraux. Le Manhattan Institute et le National Center for Policy Analysis aux États-Unis, le Fraser Institute au Canada, le Centre for Independent Studies en Australie – tous ont eu un lien avec Fisher. Au début des années 80, le moment était venu d'engager une nouvelle offensive. L'objectif de l'Atlas Economic Research Foundation, mieux connue sous le nom d'Atlas Network (réseau Atlas), était « d'inonder la planète de think tanks libertariens », ainsi que l'avait exprimé John Blundell, ancien président d'Atlas, directeur général de l'IEA et membre de la MPS. Depuis sa fondation en 1981, Atlas a lancé ou accompagné quelque 475 instituts dans plus de 90 pays du monde entier, du Chili à Hong Kong en passant par l'Islande ou le Ghana. La plupart de ces organisations sont implantées aux États-Unis et en Europe, mais l'Amérique latine abrite 78 de ces think tanks radicaux et fervents défenseurs du libre marché, et l'Asie du Sud-Est pas moins de 37 (<https://www.atlasnetwork.org/partners/global-directory>).

Le passé d'entrepreneur de Fisher et ses liens avec la MPS lui ont permis d'avoir ses entrées auprès des dirigeants d'entreprise. L'investisseur John Templeton, un certain nombre d'autres banquiers, ainsi que la General Electric, ont été parmi les premiers donateurs. Pfizer, Procter

& Gamble, Shell, ExxonMobil, British American Tobacco et Philip Morris font partie des entreprises figurant au classement *Fortune 500* qui ont également rejoint les rangs des généreux donateurs. Aussi bien des capitaux transnationaux que des groupes économiques locaux ou des entreprises familiales assurent une base financière confortable pour les think tanks affiliés à Atlas aux quatre coins du monde. Bien qu'ils aient souvent affirmé leur indépendance à l'égard des fonds publics, des membres du réseau Atlas ont, par exemple, reçu des subventions du Département d'État américain et de la fondation National Endowment for Democracy (NED).

> **Reproduction stratégique et organisation transnationale**

Atlas fonctionne comme une organisation mère. D'un côté, il fournit aux entrepreneurs des think tanks d'importantes sommes pour démarrer ainsi que des conseils, et les met en relation avec les donateurs. De l'autre, il rassemble ses membres lors d'événements communs, comme par exemple les Regional Liberty Forums, les bourses de voyage ou les récompenses. En développant une école privée pour futurs dirigeants et un cursus de MBA pour cadres dirigeants, Atlas renforce le caractère professionnel des activités et des équipes des think tanks dans le monde.

La famille Atlas rassemble des membres très divers. Certains think tanks produisent et popularisent une « doctrine pure » et se maintiennent à une certaine distance de la vie politique. C'est le cas par exemple de ceux dont la « guerre des idées » repose sur les principes de la pensée de Hayek et de l'École de Vienne. D'autres, en assurant des services de conseil, sont davantage dans l'action et axés sur l'élaboration des politiques publiques ; d'autres encore ne se cantonnent pas à une activité d'ordre intellectuel et se consacrent à des actions directes qui passent par l'infiltration, les *fake news* et la diffamation de personnalités du camp adverse. Les nouveaux groupes affiliés à Atlas apparus au Brésil, qui ont déclenché et continuent d'alimenter une guerre culturelle contre le Parti des Travailleurs et ses représentants, en sont un bon exemple.

Depuis le début, ces bâtisseurs d'institutions néolibérales avaient une vision mondialiste. Le retrait des obstacles au libre commerce et à l'investissement joue un rôle essentiel dans leur conception utopique d'un « capitalisme cosmopolite ». Souvent passée inaperçue, leur dimension internationale a également joué un rôle important pour donner une orientation néolibérale à l'intervention de l'État partout dans le monde. Au milieu des années 80, Atlas a commencé à propager l'idéologie du libre marché et à promouvoir des cercles intellectuels partageant cette vision dans les anciens pays socialistes d'Europe de l'Est. Les années 80 et 90 ont également été une période décisive pour les activités des think tanks en Amérique latine et en Asie où les crises

internationales et régionales de la dette ont été suivies de politiques d'ajustement structurels. Alors que les centres de recherche universitaires indépendants subissaient la crise de plein fouet, des think tanks largement pourvus en personnel se sont mis à prodiguer des conseils d'austérité en matière de politique économique et sociale. On retrouve le même scénario dans les pays du Nord global, où la crise financière internationale de 2007-2008 a permis aux think tanks favorables au libre marché de passer à l'action pour défendre des politiques d'austérité. On voit bien là que les changements de régime, les crises et l'instabilité politique représentent d'excellentes occasions pour les think tanks de mobiliser des ressources et participer aux décisions pour déterminer les mesures à prendre.

> **Un seul message, plusieurs voix**

Quels sont les thèmes clés sur lesquels le néolibéralisme organisé mène la bataille des idées ? Les « combattants de la liberté » d'Atlas orchestrent leurs efforts concertés contre l'État-providence, en faisant la promotion d'une protection sociale privatisée et fondée sur les ressources dans les domaines du logement, de la sécurité sociale, de la santé et de l'éducation. Leurs recommandations en matière de politiques publiques se concentrent sur une déréglementation et une re-réglementation dans un sens favorable aux affaires ; une faible imposition a par ailleurs toujours été un argument clé. La campagne transnationale en faveur d'une « monnaie stable » préconise des réformes basées sur de stricts principes monétaristes. Le recrutement de la directrice de campagne Judy Shelton comme conseillère économique de Donald Trump (et sa nomination à la tête de la NED, la Fondation nationale pour la démocratie) risque de renforcer cette ingérence dans les politiques publiques. Dans les pays du Sud global, l'accent est mis sur la consolidation des droits de propriété. Les pauvres sont perçus comme d'innovants entrepreneurs, capables d'exploiter diverses sources de revenu, la seule chose à faire étant de supprimer les réglementations qui les bloquent et de restaurer les droits de propriété. Atlas se félicite que la Banque mondiale ait adopté cette ligne de conduite : l'indicateur *Doing Business* de la Banque mondiale suit en effet à la lettre les recommandations d'Atlas pour l'élaboration de sa politique.

Les politiques néolibérales sont contestées et les « combattants de la liberté » se heurtent à des résistances. Il existe également des frictions au sein de la famille Atlas. Mais l'architecture néolibérale transnationale mise en place par le réseau Atlas répond au principe fondateur de réplication stratégique : si la voix d'un seul institut a peu d'écho, beaucoup d'instituts répétant tous le même refrain, forment le chœur nécessaire pour influencer sur l'opinion publique et, au bout du compte, sur les politiques publiques. ■

Toute correspondance est à adresser à Karin Fischer <Karin.Fischer@jku.at>

> Complexité et simplification : La politique européenne des think tanks

Dieter Plehwe, WZB Berlin Social Science Center (Allemagne)



Illustration : Arbu.

Il est communément admis aujourd'hui que l'élaboration des politiques est devenue de plus en plus complexe. Cela est d'autant plus vrai dans le cas de juridictions partagées ou interdépendantes comme celle de l'Union européenne, ou dans d'autres domaines de coordination et de coopération internationales et transnationales. Face à cette complexité accrue, c'est de simplification dont nous avons besoin. Comment garantir que des connaissances appropriées soient apportées, et comment la diffusion de ces connaissances peut-elle être distribuée ? Qui définit ce qui sera inscrit à l'ordre du jour et ce qui finira à la poubelle ?

Parallèlement, le recours croissant à des services d'experts a favorisé la politisation de l'expertise. Si des sujets

controversés sont traités par des experts, les avis opposés feront inévitablement appel à une expertise concurrente, ce qui complique les efforts de simplification et nécessite de bien distinguer ce qui les différencie.

Une chose est claire : contrairement aux images promotionnelles largement répandues, les think tanks ne se contentent pas, ni n'ont même pour objectif premier, d'apporter des preuves.

Lorsque des think tanks concurrents fournissent des informations relatives aux politiques publiques, ils le font pour des raisons et au service de visions du monde et de projets différents et souvent opposés.

> Déterminer ce qui est important au niveau européen

L'Europe est connue pour faire évoluer conjointement au niveau supranational la négociation, la prise de décision et le lobbying. Mais l'Union européenne (UE) est également un vaste espace de propagation de l'expertise, à la fois théorique et politique. En raison du vote à la majorité en vigueur au Conseil européen et de l'influence renforcée du Parlement européen dans le processus de codécision, aussi bien le Conseil que le Parlement européen sont devenus des hauts lieux de trafic d'influence – et d'expertise – en plus de la Commission européenne. Étant donné la faiblesse des infrastructures institutionnelles en général et le manque d'expertise interne en particulier, l'arène politique européenne est fortement exposée aux savoirs provenant de sources externes. On trouve ainsi au niveau européen des centaines de groupes d'experts présents de manière permanente ou temporaire.

Bien entendu, à la fois groupes de pression et think tanks européens se sont rapidement multipliés. À la

>>

différence des entreprises de lobbying, beaucoup de think tanks font valoir leur caractère non lucratif pour défendre la légitimité des études qu'ils réalisent. Alors que les connaissances fournies par les groupes de pression peuvent être considérées comme partiales par définition, celles produites par les think tanks peuvent être présentées comme impartiales, même lorsqu'une étude donnée est financée par un client dans une perspective clairement intéressée. L'image positive des think tanks et l'image négative des groupes de pression ont l'une comme l'autre fortement contribué à la prolifération des think tanks, en dépit de l'étroite relation entre le déploiement des lobbys et l'activité des think tanks.

Si la plupart des think tanks présents dans les États membres doivent, en raison de l'intégration européenne, traiter de questions de politique européenne, le nombre de think tanks explicitement dédiés aux questions européennes augmente rapidement. L'une de ces organisations est le think tank britannique Open Europe. Depuis ses bureaux de Londres, Bruxelles et Berlin, Open Europe ne défend l'UE que comme une union économique. Open Europe bénéficie du soutien de nombre d'entreprises et de responsables politiques conservateurs britanniques. Comme beaucoup d'autres think tanks partisans du libre marché, Open Europe faisait partie du Stockholm Network, qui a été du milieu des années 1990 à 2009 le pôle britannique du plus grand réseau de think tanks européens néolibéraux, avec plus d'une centaine d'organisations membres. Il a depuis été remplacé par la Fondation New Direction et le réseau de think tanks du parti de l'Alliance des conservateurs et réformistes européens). Aussi bien la famille politique des conservateurs européens que la Fondation devraient pâtir des conséquences du Brexit, mais Open Europe et la Fondation New Direction continueront sans doute à travailler coude à coude pour transformer l'UE selon un modèle conservateur et néolibéral. Sachant qu'après le Brexit, les groupes de pression britanniques n'auront plus accès aux cercles des décideurs européens, il est probable qu'ils utilisent d'autres voies, et principalement les think tanks.

Parmi les initiatives également nées de l'ancien Stockholm Network, il existe des collaborations internationales dédiées à des tâches spécifiques, comme par exemple le réseau Epicenter chargé du « *nanny state index* » (index des États les plus paternalistes) développé par le think tank suédois Timbro pour dénoncer la réglementation des États et défendre la « liberté du consommateur ». Puissante organisation fondée par les associations patronales suédoises à la fin des années 70, Timbro est bien connu pour son virulent plaidoyer néolibéral en Suède et dans toute l'Europe. Timbro a fortement pesé sur les politiques d'austérité, de « flexicurité » et la transformation néolibérale de l'État-providence en général.

> Orienter et sélectionner les informations concernant l'UE

Parmi les plus importants think tanks européens qui œuvrent en faveur de l'intégration européenne se trouve le Centre for Applied Policy Research allemand. Celui-ci bénéficie des ressources financières et organisationnelles de la plus grande fondation d'entreprises privées d'Allemagne, la Fondation Bertelsmann, mais utilise également des ressources en provenance de l'Université Louis-et-Maximilien de Munich. Un autre exemple en France est l'institut Notre Europe, créé par l'ancien président de la Commission européenne Jacques Delors. Implanté à Paris et Berlin, c'est un bon exemple d'un think tank qui sert de « porte tournante » : fondé par d'anciens responsables européens à Bruxelles, il offre des perspectives de carrière à de jeunes professionnels.

Il semble approprié de finir cet article par un mot sur l'institut Bruegel, le think tank le plus réputé dans le domaine de l'économie internationale et de la politique économique européenne. Créé en 2005 par des groupes d'intérêts allemands et français, il fonctionne avec une équipe de 30 personnes et des fonds issus de différents États membres et entreprises, ce qui lui permet de se maintenir à distance de la Commission européenne. Largement plébiscité pour son profil et la qualité de ses études en matière scientifique et de politique publique, Bruegel s'est trouvé ébranlé lorsqu'il a préconisé des euro-obligations pour résoudre la crise financière. Le financement allemand provenant des ministères des Finances et de l'Économie, le Ministre de l'Économie a réagi avec violence lorsque la proposition, rédigée par des économistes français et allemands liés à la social-démocratie, a semblé gagner du terrain dans le débat politique. L'autorité de Bruegel menaçait en effet de décrédibiliser l'opposition déterminée de l'Allemagne à une mutualisation de la dette souveraine, jusqu'à ce que Angela Merkel mette fin au débat en 2012 en déclarant que cela ne se ferait (« pas tant [qu'elle] vivrai[t] »). Dans un effort pour réconcilier les bailleurs de fonds et le think tank, la représentation allemande au sein de l'organe consultatif de Bruegel a été confiée à un proche conseiller économique de la chancière, Lars-Hendrik Røller.

Mais sans doute plus important encore que les rapports de savoir et de pouvoir existant entre les pays européens, il y a la dimension transatlantique des activités de Bruegel. Bruegel a été conçu comme un partenaire stratégique en même temps qu'un institut connexe à l'Institut Peterson for International Economics de Washington. À titre d'exemple, lorsque les euro-obligations ont été débattues dans les médias américains, l'idée d'une « dette bleue » proposée par Bruegel était la référence principale. Face à la complexité, les intellectuels, journalistes et décideurs voient leur tâche rendue plus facile dès lors qu'est établie une hiérarchie du savoir – peu importe la nature politique d'une telle simplification. ■

Toute correspondance est à adresser à Dieter Plehwe <dieter.plehwe@wzb.eu>

> Les professionnels du climato-scepticisme

Elaine McKewon Université de Technologie de Sydney (Australie)



Illustration : Rocco Fazzari.

Bien avant que se répandent les notions de post-vérité et de « mort de l'expertise », il y avait déjà un déni du changement climatique. Ces 30 dernières années aux États-Unis et en Australie, nous avons vu les germes de ce phénomène insidieux prendre racine et polluer le débat public : création d'une fausse controverse scientifique dans les médias (essentiellement des *fake news* fondées sur le témoignage de faux experts), guerre partisane contre les connaissances fondées sur la science, mépris des savoirs produits par les universitaires et les scientifiques, et théories du complot destinées à dénigrer les chercheurs, à saper la confiance de l'opinion publique dans la science et à alimenter un mouvement anti-science à ce point hystérique et hostile que des mesures d'atténuation du changement climatique paraissent pratiquement impossibles.

Le déni du changement climatique est plus virulent et florissant aux États-Unis et en Australie, où des think tanks néolibéraux financés par les industries fossiles, minières et énergétiques interviennent politiquement dans les médias – qui constituent, pour la plupart des gens, la principale source d'informations scientifiques. En Australie, le déni du changement climatique trouve son origine dans l'Institute of Public Affairs (IPA), un think tank néolibéral établi à Melbourne. Autrefois laboratoire d'idées conservateur peu actif qui levait des fonds en faveur du Parti libéral australien (conservateur), l'IPA a fait l'objet d'une OPA hostile à la fin des années

70, menée par Hugh Morgan, cadre dirigeant de l'industrie minière et fervent néolibéral. À la suite de ce coup d'éclat, l'IPA a été rénové et relancé comme think tank néolibéral radical livrant des batailles publiques dans les médias en vue d'obtenir des mesures politiques favorables à ses donateurs. Depuis la fin des années 80, l'IPA s'est imposé comme le détracteur le plus médiatisé des sciences du climat, des mesures pour freiner le changement climatique, et de l'industrie des énergies renouvelables en Australie.

> Une invasion du champ scientifique pilotée par les États-Unis

L'IPA fait par ailleurs partie d'un réseau néolibéral transnational qui concentre un nombre important de think tanks américains. En 1998, le bras droit de Morgan, Ray Evans, participait à une rencontre décisive entre l'American Petroleum Institute et la Global Climate Coalition (GCC) pour établir le Plan d'action global pour la communication sur la science du climat. La stratégie reposait sur une expertise en matière de relations publiques conduisant à recruter des scientifiques opposés au consensus sur le changement climatique pour qu'ils participent à la diffusion de leur message dans les médias et génèrent un flux constant de communiqués de presse, d'articles d'opinion et de courrier des lecteurs, visant à contester la science du climat et à s'opposer à l'introduction de politiques destinées à réduire les émissions de gaz à effet de serre.

L'année suivante, l'IPA accueillait au sein de son conseil d'administration un haut représentant de Burson-Marsteller, l'agence de relations publiques de GCC. Peu après, l'IPA cherchait à recruter un nouveau directeur général qui puisse imposer l'IPA comme une voix essentielle dans les débats au niveau national afin d'influer sur les politiques menées par les pouvoirs publics, et soit capable de s'engager personnellement pour convaincre dans les médias et d'augmenter le financement de l'IPA en identifiant des donateurs potentiels qui pourraient bénéficier de ces activités. Le candidat retenu pouvait prétendre à une prime de 50% en plus d'un salaire de base de 140.000 dollars si les principaux indicateurs de performance en matière de couverture médiatique et de collecte de fonds étaient atteints.

John Roskam, nommé directeur général de l'IPA en 2004, avait auparavant travaillé comme responsable de



Marche pour les sciences à Portland, États-Unis, 2017

la communication institutionnelle pour le géant minier Rio Tinto et comme collaborateur et directeur de campagne du Parti libéral. Roskam ne s'est pas contenté d'améliorer l'image publique de l'IPA en lui assurant une présence régulière dans les médias australiens : il a également réussi à faire enregistrer l'IPA en tant qu'institut de recherche à but non lucratif et non partisan, ce qui a permis aux discrets donateurs de bénéficier de déductions fiscales.

Entretemps, Roskam a mis en place les groupes servant de façade à l'IPA, dont l'Australian Climate Science Coalition (ACSC), financée par l'intermédiaire du Heartland Institute aux États-Unis. L'ACSC avait pour mission de contester le consensus scientifique international sur le climat et d'empêcher que des mesures de réduction des émissions de gaz à effet de serre et d'atténuation du changement climatique soient introduites par les pouvoirs publics australiens.

> La guerre sur le climat par médias interposés

À bien y regarder, les « conseillers scientifiques » de l'ACSC n'ont pas établi d'argumentaire scientifiquement fondé contre le consensus scientifique sur le changement climatique. En tant qu'associés de longue date de l'IPA et collaborateurs réguliers de l'IPA Review, ils ont au contraire continué à largement s'appuyer sur des récits de nature idéologique qui présentaient l'affirmation du changement climatique comme une conspiration de la gauche. Or ce sont ces récits qui, depuis l'IPA, ont gagné l'opinion publique par l'intermédiaire de membres de la presse de droite, qui en sont arrivés à considérer l'IPA et ses groupes de façade comme un modèle de référence intellectuel et idéologique. L'arsenal rhétorique de l'IPA a ainsi fourni aux journalistes et rédacteurs en chef de la presse de droite des récits qui diabolisaient les spécialistes de la science du climat ainsi que la gauche.

C'est ce qui apparaît clairement dans la préparation des premiers débats parlementaires sur l'introduction d'un système d'échange des quotas d'émission en Australie en 2009. L'un des conseillers scientifiques de l'ACSC, le géologue minier et dirigeant d'une entreprise minière Ian Plimer, a publié un livre par l'intermédiaire d'un éditeur

associé de l'IPA, dans lequel il assurait que le changement climatique dû à l'activité humaine était impossible. Il alléguait par ailleurs que le réchauffement climatique était le fruit d'une conspiration entre des scientifiques et la gauche, et tournait en ridicule quiconque défendait une politique visant à limiter le changement climatique.

La publication du livre de Plimer a suivi la même logique que les think tanks américains, connus pour publier des ouvrages climato-sceptiques dans les mois qui précèdent d'importants débats de politique publique. Comme aux États-Unis, Plimer a entamé une tournée médiatique, qui a donné lieu à 219 articles dans les journaux australiens. À noter que ses liens avec l'IPA n'ont à aucun moment été mentionnés.

Tandis que le livre de Plimer était encensé par les journalistes et rédacteurs en chef de la presse de droite, qui le brandissaient comme une argumentation incontestable pour réfuter le consensus scientifique sur le changement climatique, des arbitres scientifiques du monde entier taxaient l'ouvrage de simple roman de gare. Dans le même temps, Plimer se contentait dans ses déclarations publiques de dénigrer les spécialistes scientifiques du climat ainsi que quiconque défendait une politique visant à freiner le changement climatique. Lors d'une interview dans les médias, il a dit que chez « certains défenseurs forcenés de l'environnement, le réchauffement de la planète induit par l'homme est devenu une sorte de doctrine religieuse [...] c'est pourquoi je vois de grandes similitudes entre la façon dont les créationnistes fonctionnent et celle dont les défenseurs de l'environnement et autres spécialistes du réchauffement planétaire fonctionnent ».

Malgré son manque d'expertise dans la science du climat et son incapacité à élaborer des propositions sérieuses pour contester le consensus scientifique sur le changement climatique, Plimer a trouvé un écho auprès des groupes intéressés. Après la publication de son livre, le niveau de confiance de l'opinion publique dans la science du climat a baissé, le système d'échange des quotas d'émission a été rejeté et les responsables politiques de droite ont adopté Plimer comme un Galilée des temps modernes. ■

Toute correspondance est à adresser à Elaine McKewon <elaine.mckewon@gmail.com>

> Le réseau des think tanks néolibéraux au Brésil

Hernán Ramírez, Universidade do Vale do Rio dos Sinos (Unisinos) et chercheur au Conseil national de développement scientifique et technologique (CNPq, Brésil)



« Manifestoche », figure de carnaval de l'école de samba Paraisópolis do Tuiuti, manipulée par la bourgeoisie de São Paulo (Brésil, carnaval 2018).

Depuis les soulèvements de 2013, le Brésil a connu des moments de très forte instabilité politique et de brusque revirement idéologique qui ont favorisé le passage d'une politique néo-développementaliste à un nouvel agenda néolibéral qui avait déjà été amorcé durant le deuxième mandat de Dilma Rousseff. Cette réorientation, loin de s'être produite de manière spontanée, est la résultante de nombreux acteurs et facteurs. Certains étaient déjà présents avant, tandis que d'autres sont apparus et se sont renforcés avec la conjoncture. C'est pour cette raison que l'article qui suit part de cette nouvelle étape tout en prenant en considération les éléments préexistants.

L'un des épiphénomènes qui a marqué ces événements est incontestablement l'irruption de mouvements essentiellement composés de jeunes gens arborant un discours néolibéral de droite. C'est le cas en particulier du Movimento Brasil Livre (Mouvement Brésil Libre), Estudantes Pela Liberdade (Étudiants pour la Liberté) et Vem Pra Rua (Viens dans la Rue). Bien qu'on sache encore peu de choses sur ces mouvements, il semble bien qu'ils soient liés aux initiatives qui s'inscrivent dans ce profond basculement idéologique étayé par les think tanks. Pour diffuser leurs idées, ces mouvements ont avant tout fait largement appel aux réseaux sociaux, en employant divers canaux interconnectés en liaison avec d'autres centres d'obédience néolibérale.

En très peu de temps, les actions menées par ces groupes leur ont permis de mobiliser un nombre considérable d'individus et de leur apporter un corpus d'explications rudimentaires. Les gens ainsi mobilisés ont envahi les réseaux sociaux et les médias, et de là, sont descendus dans les rues et les places des villes au cours de rassemblements de masse qui ont créé les conditions nécessaires pour que les acteurs institutionnels poursuivent leur mobilisation en vue de destituer la présidente qui avait été récemment réélue.

>>

Plutôt que des organisations organiquement structurées et dotées d'un centre à partir duquel sont diffusées leurs actions et leurs idées, ce réseau s'est développé en travaillant sur une forme plus libre de symbiose qui permet de mettre en rapport les ressources. Ce réseau est très élaboré, d'autant plus que le Brésil est un pays où il y a peu d'organisations représentatives nationales. Cela s'applique particulièrement à la bourgeoisie, qui au Brésil a tendance à agir en fonction des clivages régionaux et des partis politiques qui représentent ses intérêts. Les partis politiques dépendent en grande partie des chefs politiques locaux et ne font guère de propositions programmatiques cohérentes.

> Un bref rappel historique

Une brève synthèse historique est ici nécessaire pour comprendre la structure des réseaux de think tanks libéraux qui sont aujourd'hui à l'œuvre. L'introduction d'idées qui peuvent être associées au néolibéralisme remonte au milieu des années 50, lorsque ces think tanks ont commencé à se répandre. Ils se sont implantés, au niveau institutionnel, à la fin des années 50, en grande partie grâce à une première génération de think tanks. L'Instituto Brasileiro de Ação Democrática (IBAD) et l'Instituto de Pesquisas e Estudos Sociais (IPES) se distinguent à cet égard : l'un comme l'autre ont consacré leurs premières contributions à l'élaboration de politiques publiques pour le compte des opposants politiques au président travailliste João Goulart ; ces éléments, qui ont été plus tard mis en application durant la première période de la dictature, ont néanmoins perdu du terrain à la fin des années 60.

Cette discontinuité est une autre caractéristique du développement institutionnel du néolibéralisme au Brésil. Outre les forts clivages régionaux, les institutions mentionnées sont plutôt axées sur une fonction de propagande que d'élaboration d'une politique. La fonction d'élaboration des politiques est réservée à un groupe restreint d'institutions d'enseignement privées, telles que la Fondation Getúlio Vargas et l'Université pontificale catholique de Rio de Janeiro (PUC-Rio). Parallèlement, peu d'efforts sont déployés pour former le personnel technique recruté par ces institutions, qui viennent généralement du même milieu que la classe des entrepreneurs – ce qui permet une circulation fluide entre ces deux sphères.

La deuxième vague de création des think tanks libéraux au Brésil a eu lieu après l'ouverture démocratique, dans les années 80, une période durant laquelle les Institutos Liberais (ILs) sont apparus. Ces « instituts libres » ont été fondés à l'époque à la suite de consultations avec Antony Fisher, fondateur et inspirateur de l'Institute of Economic

Affairs et du réseau Atlas, et fonctionnaient sur le même modèle à Rio de Janeiro, São Paulo et dans d'autres capitales régionales. Le quartier général de Porto Alegre a adopté le nom d'Instituto Libertade et est placé sous un commandement distinct.

Dès lors, on comprend également mieux pourquoi les grandes figures qui ont guidé la politique économique de l'administration Cardoso – pendant l'âge d'or du néolibéralisme brésilien – étaient issues des rangs de la PUC-Rio. Ce sont ces dirigeants qui ont par la suite prospéré comme banquiers, détenteurs de fonds d'investissement et conseillers politiques. Une fois hors du gouvernement, ils ont trouvé refuge à la Casa das Garças (ou Instituto de Estudos de Política Econômica), vraisemblablement le plus important think tank néolibéral résolument guidé par sa propre logique. Beaucoup d'entre eux sont par ailleurs membres de l'Instituto Millenium, un institut fondé par un philosophe de Porto Alegre et un économiste de la PUC-Rio. Tous deux sont également liés à des groupes médiatiques hégémoniques, qui à leur tour se revendiquent comme défenseurs des think tanks. Le Fórum da Libertade est devenu le principal lieu de réunion du groupe : il fait office d'organisation centrale qui rassemble ses partenaires une fois par an à Porto Alegre. La fluidité avec laquelle toutes ces organisations partagent leurs membres est également un élément qui mérite d'être relevé.

> Une lueur d'espoir au bout du tunnel ?

C'est un scénario inquiétant – sachant l'expansion du réseau, le discours qu'il tient et ses initiatives – qui a permis d'introduire un programme néolibéral au cœur même de la politique économique de Dilma Rousseff. Cela n'a pourtant pas empêché la chute de leur élue, qui conduira par la suite à sa destitution et à l'intronisation de Michel Temer et de son équipe d'économistes qui a marqué un tournant dans la politique que le Brésil avait mise en œuvre depuis 2013.

Il semblerait cependant que cette ligne manifeste actuellement des signes d'essoufflement. Les allégations employées pour justifier le changement de régime n'ont pas permis d'aller au delà d'une sorte de sens commun que la vague internationale avait déjà établi, et n'ont pas suffi à créer un consensus au-delà de milieux bien déterminés. Qui plus est, les politiques publiques défendues au plus fort de la troisième vague néolibérale montrent elles aussi des signes de défaillance, dont témoigne également le peu d'intérêt que les électeurs portent aux candidats qui les défendent. Ceci contraste avec la popularité persistante de l'ancien président Luis Inácio Lula da Silva, lequel a fermement résisté à la tourmente. ■

Toute correspondance est à adresser à Hernán Ramírez
<hramirez1967@yahoo.com>

> L'expertise des think tanks, un outil de marketing ou d'hégémonie ?

Matthias Kipping, Université York (Canada)



Connecter le monde entier
et tout coloniser ?

l'ensemble des autres activités de conseil – ces informations sont fournies gratuitement. Dès lors, la question est donc de comprendre pourquoi ces cabinets de consultants constituent ces think tanks.

> Guide d'opinion ou véhicule de la peur ?

Quand on lit les débats de la presse économique autour des dernières tendances, telles que le *big data*, l'intelligence artificielle ou l'avenir de l'industrie, on tombe souvent sur des études publiées par les think tanks des plus grands cabinets internationaux de conseil. L'un des plus fréquemment cités est sans doute le McKinsey Global Institute (MGI) mais il est également fait mention, entre autres, de l'Accenture Institute for High Performance, de l'IBM Institute for Business Value ou encore du Boston Consulting Group's Henderson Institute. La plupart de leurs publications se rapportent à la vie des affaires, mais certaines comprennent des commentaires sur l'évolution macroéconomique et abordent des problématiques plus générales telles que l'avenir de la mondialisation ou l'égalité hommes-femmes. L'un des classements de think tanks les plus utilisés témoigne de l'influence de ces « instituts » et de leurs « points de vue » : quatorze des 25 *Best For Profit Think Tanks* (meilleurs think tanks à but lucratif) qui y figurent sont liés à des cabinets de consulting, le MGI arrivant en tête. L'expression *for profit* (« à but lucratif ») est néanmoins trompeuse sachant que – contrairement à

Le MGI a été en 1990 pionnier en la matière, avant que d'autres ne lui emboîtent le pas. Une réponse simple à la question de savoir pourquoi ces think tanks ont été créés consiste à dire qu'ils servent d'outil de marketing sur le marché de plus en plus compétitif du conseil en management. Les dirigeants d'entreprise achètent des services d'expertise en fonction des connaissances supérieures de ceux qui les livrent – ou du moins c'est ainsi qu'ils doivent justifier auprès d'autres parties prenantes leur recours à des sociétés d'expertise. Dans cette optique, les cabinets de consultants ont créé des think tanks pour démontrer leur rôle moteur en matière de réflexion et c'est d'ailleurs souvent de cette manière qu'ils décrivent leurs objectifs. Sans faire de référence directe à leurs think tanks, certains universitaires qui étudient le rôle de ces consultants ont mis en avant une motivation un tant soit peu plus intéressée de ces prétendus guides d'opinion. La succession des idées défendues par ces consultants en management – ou des « modes » ainsi qu'ils les nomment pour insister sur leur caractère éphémère – sert à instiller parmi les dirigeants d'entreprise la peur d'un avenir hautement incertain, voire menaçant, et ainsi les inciter à faire appel à des consultants susceptibles de les guider, et même de les reconforter. À la lecture des rapports élaborés par ces think tanks, on se demande en effet avec préoccupation comment faire face aux évolutions difficiles, voire menaçantes.

>>

çantes, qu'ils prédisent – une préoccupation à laquelle les rapports en question n'apportent au mieux que des réponses d'ordre général mais qui, dans une parfaite logique, incitent les dirigeants d'entreprise à se tourner vers le cabinet de conseil présent derrière le think tank qui les a alertés de ces tendances inquiétantes.

> **Reproduction ou substitution du monde universitaire ?**

Mais ce n'est pas tout : ces rapports aident également les consultants à ouvrir de nouveaux marchés pour leurs services, qu'il s'agisse d'autres domaines de fonctionnalité, de nouveaux secteurs, ou d'économies émergentes. Ces rapports leur permettent de faire connaître leur compétence en la matière, en apportant des informations détaillées sur quelque sujet que ce soit, afin de susciter l'intérêt de leurs clients potentiels et, en définitive, légitimer les solutions proposées à leurs clients. Ceci conduit à une deuxième motivation des think tanks, de portée plus générale. Il s'agit de leur position parmi les « autorités en management » (selon l'expression employée par certains) qui englobent également les écoles de commerce et les médias spécialisés. Comme on pouvait s'y attendre, la plupart de ces « instituts » adoptent un langage scientifique pour décrire leurs activités, qualifiant les consultants qui préparent leurs rapports de « chercheurs » ou de « chargés de recherche » et allant jusqu'à embaucher des universitaires reconnus, y compris des prix Nobel, comme experts. Ils diffusent par ailleurs leurs résultats dans des médias reconnus spécialisés dans le management, que ce soit gratuitement, lorsqu'un article reprend leurs idées, ou dans des rubriques payantes.

Deloitte est sans doute celui qui est allé le plus loin dans cette association, en créant sa propre « Deloitte University Press » (Presses Universitaires Deloitte). Là encore, il pourrait simplement s'agir d'une stratégie de marketing, visant à donner plus de crédibilité à ce que les consultants ont à dire. Mais cette initiative pourrait également s'inscrire dans une stratégie pour occuper une place plus importante au sein de « l'industrie de la gestion des connaissances ». Les spécialistes en management pourraient bien avoir eux-mêmes créé ce créneau en se dirigeant de plus en plus vers un paradigme de recherche propre aux sciences naturelles – du reste en partie inspiré par les indicateurs de performance introduits dans les services publics par ces mêmes consultants. Malgré l'affirmation solennelle de son utilité, l'essentiel de la recherche en management réalisée aujourd'hui est en grande partie inintelligible et

souvent dépourvue d'intérêt pour les managers en activité, qui par conséquent ne sont que trop heureux de s'en remettre aux rapports de recherche fournis par les consultants des think tanks. La question est de savoir combien de temps les consultants vont-ils continuer à se doter des attributs du monde scientifique pour s'assurer une légitimité. Beaucoup de professeurs des écoles de commerce tentent d'ores et déjà de renforcer leur crédibilité auprès des professionnels et des étudiants en mettant en avant leurs qualifications en matière d'expertise.

> **Une colonisation généralisée ?**

Cette quête potentielle des consultants pour faire encore davantage autorité en matière de bonnes pratiques a une portée plus large encore – et dans une certaine mesure nous entraîne sur le terrain de la théorie du complot. La création de ces think tanks ferait-elle partie d'une conspiration visant à dominer non seulement l'évolution des entreprises mais aussi celle de l'économie, de la société et même des institutions politiques à l'échelle globale ? L'hypothèse n'apparaît pas si farfelue si l'on tient compte de la taille et de l'importance de bon nombre de ces sociétés, qui à l'heure actuelle conseillent non seulement les entreprises mais aussi de nombreuses organisations, y compris l'Église catholique, ainsi que des gouvernements de tous bords. Cela devient d'autant plus plausible si l'on considère le nombre considérable d'« anciens » que ces sociétés ont produit, dont beaucoup occupent désormais des postes de direction, dans le milieu des affaires ou ailleurs, y compris dans le milieu universitaire (jetez donc un œil sur les antécédents du doyen de votre université), et figurent parmi les destinataires privilégiés des informations apportées par ces think tanks et de la vision commune de l'avenir qu'ils proposent.

Rien de ce qui précède n'est nécessairement désastreux. Tout dépend des idées qui sont proposées et diffusées. Ces think tanks, et les cabinets de consultants qui les ont créés, pourraient agir comme force du « bien » – j'entends par là le bien commun, et non celui qui sert à remplir les poches de leurs associés et actionnaires. Il semblerait que de fait, un certain nombre de ces instituts aient précisément œuvré pour le bien commun, en ce qui concerne par exemple l'égalité hommes-femmes ou la nécessité d'un capitalisme orienté vers le long terme. Cependant l'histoire des cabinets de consultants en management et les répercussions qu'ils ont eues jusqu'à présent, sont clairement un sujet de réflexion, voire de préoccupation. ■

Toute correspondance est à adresser à Matthias Kipping
<mkipping@schulich.yorku.ca>

> L'évolution du travail de care à travers le monde

Heidi Gottfried, Université d'État de Wayne (États-Unis), présidente du comité de recherche de l'ISA sur l'Économie et la Société (RC02) et membre des comités de recherche sur les Mouvements de Travailleurs (RC44) et les Femmes dans la Société (RC32), et **Jennifer Jihye Chun**, Université de Toronto (Canada) et membre du RC02 et du RC44



L'étude du care occupe une place centrale dans les débats actuels concernant les enjeux des transformations sociales, politiques et économiques qui se produisent aujourd'hui dans le monde. La multitude des femmes entraînées dans le flot de personnes qui traversent les frontières à la recherche d'un travail reproduit des schémas à la fois nouveaux et anciens d'inégalité fondés sur la classe sociale, le genre, la race et la nationalité. La « crise du care » soulève des questions sur les coûts et les implications d'une économie néolibérale profondément inégalitaire et injuste, en particulier pour les femmes racialisées, migrantes et pauvres qui assument la responsabilité disproportionnée de prendre soin des autres. Cette crise met également en évidence la prépondérance des emplois informels et mal payés dans les services à la personne (garde des enfants, aide aux personnes âgées et services domestiques) ainsi que les

idéologies liées au care qui masquent et souvent dévalorisent le travail requis dans des activités qui vont de la cuisine et du ménage au sexe, à l'intimité et à la reproduction biologique. Notre approche analytique, qui considère l'analyse féministe intersectionnelle et l'économie politique mondiale comme des points de départ essentiels, met en évidence le travail souvent invisible du care et son importance dans la vie de tous les jours.

Les interventions du marché et les circuits transnationaux des services de care ont modifié les relations sociales et les modes d'appartenance, depuis le moment de la conception jusqu'aux expériences de fin de vie. Le travail d'amour crée une confusion sur ce que nous pensons du care et comment nous le conceptualisons comme un travail. On considère d'ordinaire que le care doit être gratuit, que c'est un travail d'amour, récompensé en fonction de sa valeur

d'usage intrinsèque plutôt qu'indemnisé par le moyen « profane » de l'argent ou en lien avec un droit abstrait de citoyenneté. Alors que toutes les formes de travail d'aide à la personne et de travail intime ont été dévalorisées, l'étude du travail des mères porteuses qui n'ont pas droit, au titre de leur travail, à une reconnaissance sociale, politique et juridique, est un secteur d'investigation en plein essor. Le travail des mères porteuses est plus difficile à cerner étant donné le brouillage des frontières entre l'échange de marchandises et le don. Les futurs parents peuvent se réfugier dans le sentiment altruiste d'une relation de don plutôt que de se voir rattachés à une relation sociale impersonnelle d'exploitation et à la marchandisation croissante des relations intimes et du travail reproductif.

Un ensemble divers d'acteurs et d'institutions déterminent la valeur

du *care* comme un élément socialement nécessaire, qui fait partie intégrante de la vie quotidienne en régime capitaliste. L'exclusion de ceux qui travaillent dans le *care* des régimes de protection sociale, qu'il s'agisse de migrants temporaires et de mères porteuses volontaires ou de personnes exerçant une activité non rémunérée, contribue à dévaloriser le travail de *care* comme étant un travail impliquant amour et dévotion. Changeant ses priorités politiques, l'État s'est retiré et a délégué les responsabilités (et les risques) du *care* mais il a aussi opéré des réformes qui entretiennent la marchandisation du travail d'aide à la personne et du travail intime. Prenons l'exemple de Singapour : la mise en place par l'État d'options fortement commercialisées et privatisées permettant de répondre aux besoins en matière de *care* à travers un programme de travailleurs domestiques étrangers, met en évidence son rôle en faveur des familles de catégorie moyenne et supérieure par rapport aux familles des classes populaires. Le double processus de marchandisation et de privatisation du *care* va de pair, pour ceux qui travaillent dans ce secteur, avec des emplois précaires et faiblement rémunérés.

L'amour et les soins sont transférés et transformés le long de « chaînes mondiales de *care* ». Évoquer l'image de chaînes de *care* mondialisées nous permet d'élargir notre vision des rapports de pouvoir dans leur dimension spatiale. Dans les foyers des travailleurs migrants, les membres de la famille restés au pays doivent s'adapter pour fournir des formes matérielles et émotionnelles de travail pour leurs enfants et leur foyer. Il apparaît ainsi que dans les anciens pays socialistes d'Europe de l'Est, « l'amour maternel » est un travail qui n'est pas accepté de manière égale par les pères restés seuls au pays, qui dressent des formes de défense de leur masculinité pour se protéger du ridicule et de l'exclusion. De multiples intermédiaires, que ce soit des recruteurs privés ou des accords

nationaux bilatéraux, sont souvent nécessaires pour faire coïncider dans des transactions transnationales des travailleurs, qui voyagent sur de longues distances pour prendre soin de personnes, avec leurs employeurs. Au Japon, les programmes d'aide à la personne mis en place par le gouvernement au profit d'une population qui vieillit rapidement sont, de manière inattendue, axés sur des migrants dotés d'une formation professionnelle susceptibles d'établir un pont culturel pour combler l'écart entre leur « altérité » ethnique et les Japonais bénéficiaires des soins. Les chaînes de *care* mondialisées relient des familles d'une région à l'autre de l'économie mondiale, et reflètent la réorganisation des relations publiques et privées de pouvoir dans et entre la famille, la société civile, l'État et les institutions économiques.

Alors que l'ensemble de ces pratiques évoque un puissant système d'oppressions intersectionnelles, il y a des opposants à de telles tendances. Dans certains cas, on voit comment des syndicats et des organisations de la société civile s'adaptent à de nouvelles formes d'organisation et de contestation politiques ; dans d'autres cas, on assiste au développement d'alliances et de solidarités inattendues et pourtant essentielles pour défendre les travailleurs du secteur du *care* et leur juste traitement. Que ce soit en privé au sein des familles ou dans les couloirs du gouvernement, les personnes travaillant dans le secteur du *care* négocient activement et contestent des rapports d'inégalité et de subordination, reproduisant parfois les divisions genrées et ethnoracialisées du travail, et créant d'autres fois des identités et des subjectivités solidaires.

En introduisant un nouveau sujet politique, la marchandisation étendue et toujours croissante du *care* a établi les bases de nouvelles formes d'action collective. Au niveau mondial, la longue campagne menée par les organisations de travailleurs domestiques et leurs alliés a entraîné l'Organisation internationale du Travail (OIT)

à adopter le premier ensemble de normes internationales pour les travailleuses et travailleurs domestiques (Convention 189) en 2011. Après une exclusion de longue date due aux liens historiques avec l'esclavage domestique, l'asservissement colonial et les rapports maître-serviteur, cette convention dote les travailleurs domestiques d'un vocabulaire commun et d'une plateforme mondiale pour réclamer des droits en tant que travailleurs et mettre à profit les politiques nationales et les normes juridiques internationales sur les droits de l'homme, en faveur de meilleures conditions de travail et de l'expansion de la notion de « travail décent » pour les travailleurs domestiques.

Les héritages historiques et les contextes politiques nationaux conditionnent également les modes et moyens disponibles pour les acteurs des mouvements sociaux. Les travailleurs domestiques ont commencé à s'organiser au début du XX^e siècle, une autre période importante de bouleversement social et économique. L'activisme récent des travailleuses domestiques aux États-Unis et au Mexique comporte des stratégies innovantes de mobilisation sociale qui s'appuient sur le croisement de multiples identités à partir desquelles recruter des membres et des alliés. En Inde, la mobilisation est centrée sur les droits de l'homme et encourage la solidarité internationale (plutôt que la solidarité à l'échelle régionale) pour influencer sur le gouvernement national ; alors qu'en Équateur, la mobilisation est centrée sur la revendication de droits égaux du travail et privilégie une solidarité régionale plutôt que mondiale. En tirant profit de nouvelles structures politiques, l'économie politique transnationale du *care* n'a pas seulement influencé les acteurs sociaux engagés dans la réglementation de ce secteur mais a aussi transformé les perspectives politiques de l'action organisée et de l'action collective. ■

Toute correspondance est à adresser à :
Heidi Gottfried <ag0921@wayne.edu>
Jennifer Jihye Chun <jj.chun@utoronto.ca>

> Une crise mondiale du care ?

Fiona Williams, Université de Leeds et Université d'Oxford (Royaume-Uni), et membre du comité de recherche de l'ISA sur la Pauvreté, la Protection sociale et les Politiques sociales (RC19)



« Près d'un travailleur domestique sur cinq est un migrant international »,
© Organisation internationale du Travail.

L'augmentation des flux migratoires – où la moitié des 223 millions de migrants sont aujourd'hui des femmes – illustre les différentes façons dont le care (aide à la personne) est devenu un problème global et transnational. Beaucoup de femmes qui émigrent en provenance de pays plus pauvres ou plus fragiles trouvent du travail rémunéré dans le secteur des soins à la personne, des services de nettoyage et des services d'aide domestique, en s'occupant des enfants, des personnes âgées et des tâches ménagères dans des pays plus riches. Elles se déplacent des pays du Sud global vers ceux du Nord global ainsi qu'à l'intérieur des pays du Nord aussi bien que de ceux du Sud. Parallèlement à ces chaînes mondiales du care, États et agences privées recrutent de plus en plus à l'international des infirmiers et des médecins en provenance de pays à revenu faible ou intermédiaire pour travailler dans les établissements de soins et les hôpitaux des pays plus riches. Ce faisant, les obligations familiales de ces travailleuses

migrantes à l'égard de leurs parents âgés ou de leurs enfants sont mises à rude épreuve d'un continent à l'autre. En même temps, l'industrie du care est devenue un marché international important au fur et à mesure que les prestataires privés du secteur déplacent leurs activités à travers le monde. En sens inverse, les organisations financières s'occupent de transférer les fonds des migrants vers leurs familles. Pour certains pays à revenu faible ou intermédiaire, comme les Philippines, les travailleuses du care constituent un « produit d'exportation » fondamental, encouragé par l'État, et la source la plus importante de devises étrangères.

Cette politique économique transnationale du care est le signe d'une accumulation de changements et de crises qui ont un effet sur les inégalités sociales, économiques et géopolitiques. En premier lieu, il y a l'accroissement mondial de la participation des femmes au marché du travail. Dans les pays développés, cette évolution s'est traduite par un déplacement du modèle du « soutien de famille mas-

culin » vers un autre modèle qui suppose que tous les adultes, hommes ou femmes, sont rémunérés pour leur travail. Dans des régions plus pauvres du monde, la destruction des économies locales, le chômage, et la pauvreté ont poussé les femmes à jouer un rôle plus important dans le soutien de leur famille.

> L'évolution des besoins en matière de care

Dans les États providence développés, le care est devenu une préoccupation sociale, politique et fiscale majeure dans la mesure où le vieillissement de la population et la baisse du taux de fécondité ont augmenté le ratio des personnes ayant besoin d'aide. Cependant, ces indicateurs d'une crise du care sont tout aussi préoccupants dans les pays en développement où, dans le cas extrême de l'Afrique (car cette crise revêt différentes formes selon le pays), le sida, les maladies chroniques, les désastres naturels et des taux élevés d'enfants à charge imposent un fardeau considérable aux femmes, qui

sont censées s'occuper de la famille et en même temps gagner leur vie en s'appuyant sur des infrastructures très limitées. Émigrer, souvent pour occuper un travail domestique ou dans le secteur du *care*, est un moyen pour ces femmes de pouvoir gagner leur vie même si cela fait peser plus de responsabilités sur les membres de la famille restés au pays.

En même temps, les pays développés sont en train de couper dans leurs dépenses sociales et cherchent des moyens rentables de satisfaire leurs besoins en matière de *care*. De plus en plus, les prestations de soins tendent à être assurées par le secteur privé, même dans les États providence qui ont de hauts niveaux d'investissement public dans le domaine de la santé, comme par exemple la Suède. Cela implique de sous-traiter les services fournis par l'État ou les collectivités locales auprès du secteur privé et d'attribuer aux familles, aux handicapés et aux personnes âgées des crédits d'impôt, des bons ou des avantages qui leur permettent de payer une assistance sur le marché du *care*. Lorsque ce marché n'est pas réglementé ou faiblement réglementé, et c'est surtout le cas pour le travail effectué auprès des ménages privés, les personnes qui ont le moins de pouvoir de négociation comblent ce vide : des femmes issues de la classe ouvrière locale, des migrantes en provenance des zones rurales (en Chine par exemple), et de plus en plus, des travailleuses migrantes d'autres pays. Ces femmes sont souvent surqualifiées – dans l'Union européenne, les migrantes sont au moins deux fois plus susceptibles d'être surqualifiées que leurs homologues nées dans le pays. Avec un droit réduit au logement et à la protection sociale, elles risquent davantage d'avoir un travail précaire, faiblement rémunéré et effectué à domicile.

Cependant, ce phénomène relativement récent s'ajoute également à des inégalités historiques, à savoir, la dévalorisation persistante du travail de *care* comme travail « non qualifié » des

femmes combinée avec la persistance d'une servitude racialisée dans laquelle les femmes appartenant à une minorité ethnique ont été traditionnellement recrutées, à titre privé ou par des États providence, dans des emplois domestiques ou d'aide à la personne. Alors que le problème de l'équilibre entre vie privée et vie professionnelle, auquel doivent faire face un grand nombre de femmes, peut être résolu en sous-traitant les soins à la personne et les travaux ménagers à des femmes de classes ou de pays plus pauvres, cela modifie peu les divisions persistantes du travail entre hommes et femmes au sein des foyers.

> **L'intersection du care avec d'autres crises au niveau mondial**

Le mouvement transnational des services de *care* se conjugue à d'autres crises à l'échelle mondiale. Premièrement, les conséquences des politiques d'austérité qui ont suivi la crise financière mondiale ont conduit les États à multiplier leurs efforts pour assurer des services de *care* plus rentables. En Espagne, où les deux tiers des services de *care* sont assurés par des migrants, la pression de l'austérité sur les revenus des ménages a conduit à une baisse du temps de travail et de la rémunération des travailleurs migrants. Les fonds envoyés par les migrants à leurs familles ont diminué de moitié. Deuxièmement, la dépendance des pays à revenus plus élevés à l'égard des travailleurs migrants va de pair avec une hausse de la xénophobie et des sentiments anti-immigration. Les débats politiques autour de la crise des réfugiés conduisent à des changements de la politique migratoire qui affectent les migrants qui travaillent dans le domaine du *care*. Cette politique devient plus restrictive non seulement à l'égard des travailleurs « non qualifiés » (catégorie dans laquelle on classe les employés du *care*) mais limite également l'accès des migrants à une protection sociale de base. Nombre de débats politiques opposent la souveraineté de l'État et les coûts économiques aux

droits de l'homme et à une position humanitaire. En fait, et l'on retrouve là l'analyse de Polanyi, toutes ces crises – dans le domaine de la finance, du *care*, et celles concernant les migrants et les réfugiés – font de leurs sujets des marchandises fictives et ébranlent la sécurité, la solidarité et la viabilité.

Que faire ? L'activisme politique transnational et international d'organisations de base de travailleurs domestiques a conduit en 2011 à la Convention de l'Organisation internationale du Travail sur les droits des travailleuses et travailleurs domestiques. D'autres stratégies à l'échelle mondiale ont eu pour résultat l'approbation en 2010 par l'Organisation mondiale de la Santé d'un code éthique à destination des pays qui recrutent des travailleurs migrants dans le secteur de la santé. Ces textes sont importants, mais le problème du travail des migrants dans le domaine du *care* nécessite d'aller au-delà. Le *care* et la migration sont tous deux des enjeux liés aux droits de l'homme et à la viabilité. La liberté de mouvement, les droits de citoyenneté, ainsi que l'hospitalité pour ceux qui fuient la violence, sont essentiels. Le *care* nécessite la reconnaissance d'un droit humain fondamental à recevoir et à fournir du *care*. La logique qui prédomine dans l'élaboration des politiques publiques vise avant tout au productivisme, à faciliter l'accès au marché, et à attirer les femmes sur le marché du travail là où les besoins en *care* doivent être organisés sur la base d'un travail rémunéré. Une perspective à plus long terme suppose de replacer les services de *care* au centre des stratégies de défense d'une justice sociale à l'échelle internationale, de reconnaître ces services comme un bien social collectif, et, tout comme le travail des migrants, comme un élément indispensable aux économies nationales et à l'économie internationale pour assurer le bien-être, l'interdépendance et la viabilité humaine. ■

Toute correspondance est à adresser à Fiona Williams <J.F.Williams@leeds.ac.uk>

> L'OIT établit les normes d'un travail domestique décent

Adelle Blackett, Université McGill (Canada)



Convention 189 de l'OIT sur le travail décent des travailleuses et travailleurs domestiques, 2011.

A la fin du mois de mars 2008, j'ai reçu un appel urgent de l'Organisation internationale du Travail (OIT), l'agence spécialisée des Nations Unies dans le domaine du travail. À la surprise générale, l'instance dirigeante de l'OIT venait d'adopter une résolution lui demandant de préparer la négociation d'un nouveau traité international sur le travail décent des travailleuses et travailleurs domestiques. J'ai été sollicitée en tant que principale experte de l'OIT en la matière, dans le cadre d'un processus visant à rendre plus visible le travail domestique.

> « L'invisibilité » du travail domestique

Comme toutes les personnes qui prennent soin des autres, les travailleurs domestiques ont l'habitude de n'être ni véritablement vus, ni véritablement entendus. Les récits historiques nous rappellent le lien avec l'esclavage domestique et la servitude coloniale, ainsi que les vestiges d'un postulat communément établi fondé sur le statut et qui persiste à travers la relation de maître à serviteur. Au plan sociologique, les nombreux récits poignants de travail domestique dans les pays postcoloniaux ou postapartheid font ressortir à quel point

les travailleurs domestiques restent « invisibles », même lorsqu'ils accomplissent la tâche lourde et ingrate liée à la reproduction sociale. Les écrits d'économie politique soulignent dans quelle mesure les travailleurs domestiques – souvent très instruits et ayant déjà la responsabilité de personnes à charge – abandonnent leur famille et leur maison pour partir à l'étranger s'occuper d'autres personnes. La littérature sur le sujet rend compte de l'amplitude de ce travail colossal de care, transnational et généralement assuré par des femmes, et à quel point il reste sous-évalué au plan économique et social.

L'OIT estime qu'il y a au moins 67 millions de femmes et d'hommes qui effectuent un travail domestique. À travers le monde, une travailleuse sur 25 est une travailleuse domestique. Les contributions des travailleurs et travailleuses domestiques à l'économie mondiale sont sous-évaluées malgré une augmentation des demandes de care dans le secteur privé. Certains parlent de chaînes mondiales du care. Rhacel Parreñas fait plutôt référence à une extraction des ressources de care, précisant que les pays exportateurs du Sud global fournissent des travailleurs subventionnés, souvent instruits, aux pays du Nord global, ce

qui permet ensuite au Nord de faire fructifier ses marchés sur le dos des migrants du Sud. Les mouvements transfrontaliers de travailleurs domestiques constituent une stratégie de transfert de fonds qui va de pair avec une approche néolibérale du développement économique indissociable du phénomène de migration temporaire.

Les travailleurs domestiques ont réclamé une reconnaissance dans le processus d'élaboration de normes internationales. Ils sont organisés au niveau régional depuis des décennies, et se sont regroupés à travers un réseau transnational dans une fédération syndicale pour défendre leurs droits à partir d'une tribune internationale unique. L'Organisation internationale du Travail a été fondée il y a près d'un siècle, en 1919, en tant qu'institution tripartite représentant les travailleurs et les employeurs en même temps que les gouvernements. Les premiers mots de sa constitution disposaient qu'une « paix universelle et durable ne peut être établie que si elle est basée sur la justice sociale », ce à quoi en 1944 la Déclaration de Philadelphie ajoutait que « le travail n'est pas une marchandise ». Malgré des appels pressants pour adopter un texte sur les travailleurs domestiques depuis 1936, l'élaboration de

>>



Convention 189 de l'OIT sur le travail décent des travailleuses et travailleurs domestiques, 2011.

normes pour un travail décent des travailleurs domestiques s'est fait attendre jusqu'à ce que l'élaboration de normes ait passé de mode à l'OIT. L'adoption de nouvelles normes représentait donc un enjeu très important.

> Réglementer le travail décent pour les travailleurs domestiques

Le droit du travail dominant est remis en question, à la fois sous l'effet des mesures d'austérité néolibérales et du tracé des frontières qui exclut des travailleurs de l'économie informelle de plus en plus marginalisés. En parlant de conditions de travail décentes pour les travailleurs domestiques, il s'agissait à la fois de faire reconnaître et de remettre en cause les limites du droit du travail. J'ai conçu le rapport de l'OIT sur les lois et pratiques à partir d'une approche critique, tout en l'étayant stratégiquement d'un discours sur les droits afin de favoriser l'inclusion, de sorte que les travailleurs domestiques puissent revendiquer le droit d'être inclus dans le droit du travail. La revendication était importante car la Convention et la Recommandation n'étaient pas censées être seulement un instrument symbolique ou une « charte » abstraite des droits : elles étaient détaillées et complètes.

S'éloignant des approches traditionnelles de transplantation légale conçues pour rayonner du Nord Global vers le reste du monde, les textes ont pris comme point de départ l'expéri-

mentation en matière de réglementation qui a émergé essentiellement dans des pays du Sud global comme l'Afrique du Sud et l'Uruguay, à côté de pays comme la France. Ces normes étaient censées élargir la notion de travail décent que l'OIT défendait depuis qu'elle avait étendu en 1999 « le travail décent pour tous ». En vertu de la Convention 189 et de la Recommandation 201, le travail décent allait signifier des conditions de travail décentes mais aussi bien d'autres choses encore. L'égalité des droits et la liberté d'association pour les travailleurs domestiques seraient reconnues, ainsi qu'une protection accrue contre le travail forcé et le travail des enfants. Serait également assuré un accès à la protection sociale, incluant le congé maternité, la sécurité et la santé au travail, et les prestations de sécurité sociale – même s'il faut être réaliste et reconnaître que cela pourrait nécessiter une mise en œuvre progressive. Mais il y a eu plus encore. L'une des priorités a été de s'assurer que les mécanismes de contrôle et de résolution des conflits étaient effectivement disponibles. Le travail décent impliquerait également d'accorder une attention particulière aux failles liées aux migrations, en vue d'enrayer les pratiques d'exploitation.

La Convention 189 complétée par la Recommandation 211 a pour ambition de changer purement et simplement les grandes lignes régissant le travail domestique, en passant d'un système qui consacre la subordination

à un système qui remet en question la relation de pouvoir asymétrique. La Convention et la Recommandation ont contribué à établir un ordre juridique transnational transgressif, contre-hégémonique et alternatif et ont permis que cet ordre non seulement soit établi mais également diffusé.

Le processus n'est pas sans risques. Je crains en particulier que ceux qui réglementent le travail domestique continuent de perpétuer au niveau spatial la subordination et la servitude à travers – plutôt que malgré – les initiatives de réforme du droit du travail engagées dans le prolongement des nouvelles normes internationales, à un moment où les approches néolibérales de l'économie dite « tertiaire » des services prolifèrent et sont incarnées par des femmes marginalisées et racialisées. Cependant, il n'est pas négligeable que 25 pays du Sud global et du Nord global aient ratifié la Convention 189 dans les sept ans qui ont suivi l'adoption des nouvelles normes. Il est également significatif que des communautés d'apprentissage aient émergé pour partager leurs expériences et promouvoir un travail décent pour les travailleurs domestiques, en mettant en œuvre des formes de solidarité internationale. Enfin et surtout, il est significatif que les travailleurs domestiques se soient mobilisés et continuent à marteler que, concernant le travail décent pour les travailleurs domestiques, il ne peut « rien y avoir pour nous sans nous ». ■

Toute correspondance est à adresser à Adelle Blackett <adelle.blackett@mcgill.ca>

> Organisation des travailleuses domestiques et intersectionnalité

Chris Tilly, Université de Californie à Los Angeles (États-Unis), et membre des comités de recherche de l'ISA sur la Sociologie du Travail (RC30), les Mouvements de Travailleurs (RC44) et les Classes sociales et les Mouvements sociaux (RC47), **Georgina Rojas**, Centre de Recherche et d'Études supérieures en Anthropologie sociale (CIESAS, Mexique), et **Nik Theodore**, Université de l'Illinois à Chicago (États-Unis)



Des dirigeantes de section de l'Alliance nationale des travailleurs domestiques (NDWA), en décembre 2015.
Photo : NDWA.

La recherche sur l'organisation des travailleurs informels a progressé récemment en passant de la simple démonstration que les travailleurs employés dans le secteur informel peuvent s'organiser avec succès à l'analyse de *comment* ces organisations ont réussi. Alors que de nombreuses études de cas examinent la mobilisation des travailleurs informels dans un secteur d'activité donné, à l'intérieur d'un seul pays et au cours d'une seule période historique (et souvent au sein d'une seule organisation), peu d'études ont tenté d'exploiter des

comparaisons historiques ou entre différents pays pour expliquer les formes, les stratégies et le degré de réussite des mouvements de travailleurs informels.

L'approche transnationale et historique a un rôle très important à jouer pour éclairer la façon dont fonctionnent les organisations de travailleurs informels. Notre analyse comparative de l'organisation des travailleurs informels au Mexique et aux États-Unis examine à la fois l'évolution historique et les différences entre les deux pays – ce qui

constitue un ensemble certes complexe de comparaisons. Cet article résume une partie de notre travail en cours. Pour théoriser les actions de ces organisations de travailleuses, nous nous sommes appuyés sur les analyses de l'intersectionnalité au sein des mouvements sociaux réalisées notamment par Norma Alarcón et Jennifer Chun, puisque les travailleuses domestiques sont caractérisées par des identités multiples subordonnées : en tant que femmes, en tant que travailleuses peu valorisées, et en tant que membres de groupes raciaux et ethniques mar-

>>



Aliance nationale des travailleurs domestiques (NDWA) : Pèlerinage auprès du Pape, septembre 2015. Photo : NDWA.

ginalisés. Nous nous appuyons en outre sur les multiples écrits fondateurs consacrés aux mouvements sociaux, y compris ceux qui traitent de la mobilisation des ressources, de la structure des opportunités politiques, de l'identité, et des cadres de référence.

Trois courants d'activisme marquent l'évolution des trajectoires d'organisation et de défense des travailleuses domestiques dans les deux pays. Les deux premiers courants prennent comme point de départ une identité intersectionnelle de « femme travailleuse ». L'un a mobilisé l'élite de la main-d'œuvre féministe ; l'autre est constitué de syndicats. Le troisième courant, que nous appelons celui des « nouveaux mouvements sociaux », comprend divers mouvements populaires novateurs qui se sont construits autour d'identités en tant que femmes, membres d'un groupe ethnique, ou migrants (aucune de ces identités n'étant véritablement « nouvelle »). L'histoire que nous retraçons ici provient de multiples sources, y compris de nos propres travaux sur le terrain, mais s'appuie essentiellement sur la recherche historique me-

née par Mary Goldsmith au Mexique et celle de Premilla Nadasen et Eileen Boris aux États-Unis.

> Comparaison des histoires mexicaines et américaines

Au Mexique, une première vague d'activisme, qui s'étend à peu près de 1900 à 1950, a été initiée par les élites féministes liées au mouvement révolutionnaire et ensuite au Parti révolutionnaire Institutionnel (PRI) qui a longtemps été au pouvoir. Des travailleuses domestiques les ont rejointes plus tard, en créant des dizaines de syndicats (liés au PRI) entre les années 1920 et 1940. L'évolution aux États-Unis pendant la même période a été similaire, mais moins étalée dans le temps : l'élite des travailleuses féministes a mené une ardente défense des droits des travailleuses domestiques des années 1920 à 1940, puis à nouveau dans les années 1960. Comme leurs homologues mexicaines, les travailleuses domestiques américaines ont créé des syndicats entre les années 1930 et 1940, cette fois sous les auspices du Congrès des Organisations industrielles.

>>

À partir des années 70, de nouveaux mouvements sociaux ont joué un rôle particulièrement important moyennant certaines ruptures avec le passé. Au Mexique, de nouvelles associations de travailleuses domestiques se sont constituées avec le soutien d'organisations prônant la théologie de la libération et d'intellectuelles féministes sans lien avec le PRI et même souvent critiques à son égard. Elles ont mis en évidence l'importance disproportionnée (à l'intérieur du pays) des identités de migrante et d'indigène des travailleuses domestiques mexicaines. Aux États-Unis, le contrôle du Comité national de l'emploi à domicile, un instrument de défense de l'élite de la main-d'œuvre féministe qui a fonctionné de manière discontinue depuis les années 1920, est passé aux mains d'Edith Barksdale-Sloan en 1972. Barksdale-Sloan, une féministe noire qui a fait cause commune avec le Mouvement pour les droits civils des Afro-Américains, a soutenu la formation de dizaines d'organisations locales de travailleuses domestiques noires qui ont prospéré au début des années 70, avant de décliner. Dans les années 90, les militants pour les droits des immigrants aux États-Unis et les femmes de couleur féministes ont répondu à l'évolution démographique du travail domestique – passé de plus en plus des Afro-Américaines aux femmes migrantes – en organisant de nouvelles associations fondées principalement sur les communautés de migrants, ce qui a abouti à la formation de l'Alliance nationale des travailleurs domestiques dans les années 2000.

Mais les syndicats de travailleuses domestiques ont également connu

un nouvel essor dans les deux pays, en partie alimenté par l'essor parallèle des nouveaux mouvements sociaux. Aux États-Unis, profitant des changements intervenus dans les lois fédérales concernant les nombreux travailleurs subventionnés par les pouvoirs publics qui dispensent des soins à domicile à des personnes âgées ou handicapées, les syndicats progressistes du secteur public qui sont solidement implantés parmi les communautés de couleur et les femmes, ont constitué à partir des années 80 dans les états les plus peuplés des syndicats dédiés à ces travailleuses. Au Mexique, l'association de travailleuses domestiques la plus influente, le Centre pour l'aide et la formation des travailleuses domestiques (CACEH) a constitué en 2015 un syndicat, le Syndicat national des travailleurs et travailleuses domestiques (SINACTRAHO) – le premier syndicat actif de travailleurs domestiques depuis les années 40 – profitant d'une opportunité politique qui s'était présentée dans la ville de Mexico, qui dispose d'une juridiction séparée. La principale leader du CACEH et du SINACTRAHO, Marcelina Bautista, incarne à certains égards toute l'évolution du mouvement des travailleuses domestiques : migrante en provenance de l'état pauvre et majoritairement indigène de Oaxaca, elle s'est d'abord investie dans un groupe organisé prônant la théologie de la libération, avant de travailler avec des avocates féministes de la classe moyenne, puis de s'en écarter pour former une association autogérée par les travailleuses, et enfin – à nouveau parrainée par des travailleuses féministes de la classe moyenne – de mettre sur pied un syndicat.

> La mobilisation de la subjectivité

Entre les trois courants d'organisation, et dans une certaine mesure progressivement à l'intérieur de chaque courant, les organisations de travailleuses domestiques aux États-Unis et au Mexique ont mis l'accent sur différents aspects des identités intersectionnelles des travailleuses domestiques en vue de mobiliser de nouvelles bases et forger des alliances avec des alliés externes. Les identités qui composent l'intersectionnalité à la base de l'organisation des travailleuses domestiques sont – sans que cela signifie pour autant une évolution – premièrement celle de *femme*, deuxièmement celle de *travailleuse*, et troisièmement celle de *minorité marginalisée et racialisée*. Les mouvements ont déployé ce que Chela Sandoval appelle une « subjectivité tactique », qui permet d'accéder à de multiples axes et cadres de mobilisation et à des alliés dans des conditions qui s'adaptent aux configurations changeantes du pouvoir. Leur progression a été renforcée par les changements intervenus dans la structure des opportunités politiques, qui à son tour a permis aux organisations de travailleuses domestiques non seulement d'obtenir une reconnaissance publique et un soutien de la part des principaux représentants de la société civile, mais aussi d'être de plus en plus présentes dans le cercle des décideurs politiques à l'échelle nationale. Pour les travailleuses domestiques dans ces deux pays, les identités intersectionnelles ont donc été essentielles à la fois pour attirer des membres, établir une unité organisationnelle et concevoir des stratégies efficaces. ■

Toute correspondance est à adresser à :

Chris Tilly

<tilly@ucla.edu>

Georgina Rojas

<georgina@ciesas.edu.mx>

Nik Theodore

<theodore@uic.edu>

> Une gouvernance mondiale du travail domestique rémunéré

Sabrina Marchetti, Ca' Foscari, Université de Venise, Italie

Le 16 juin 2011 à Genève, la signature par l'Organisation internationale du Travail (OIT) de la Convention 189 « concernant le travail décent pour les travailleuses et travailleurs domestiques » et de la Recommandation 201 qui l'accompagne, a été accueillie par les applaudissements et les chants de dizaines de travailleurs domestiques du monde entier présents à la réunion. Il s'agissait d'une avancée remarquable étant donné l'absence de droits qui caractérisait la situation antérieure pour une catégorie de travailleurs qui, dans des contextes sociaux différents, appartiennent habituellement aux groupes les plus pauvres et les plus stigmatisés socialement (femmes et enfants pauvres, migrants sans papiers, minorités ethniques, etc.). Dans un certain nombre de pays, le travail domestique n'est pas reconnu comme un « travail » et de ce fait se trouve exclu des systèmes de protection sociale. Souvent les travailleurs domestiques ne sont pas rétribués et ne reçoivent en échange de leur travail que de la nourriture et un toit. De même, dans les pays où le travail domestique est réglementé par une législation du travail, les clauses qui lui sont appliquées diffèrent sensiblement de celles qui s'appliquent à d'autres types d'emplois, la rémunération est moins élevée et la protection sociale plus limitée.



Ce projet a reçu des fonds du Centre européen de recherche dans le cadre du Programme pour la recherche et l'innovation de l'Union européenne Horizon 2020 (convention de subvention numéro 678783, DomEQUAL).

Cependant, ces dernières années, on a assisté progressivement au développement de ce qu'on peut considérer comme une « gouvernance mondiale du travail domestique rémunéré » : un cadre de référence à plusieurs niveaux et très hétérogène en vue de l'amélioration des droits des travailleurs domestiques, sous l'action conjuguée de différents types d'acteurs à l'échelle internationale et locale. Ce faisant, la situation des travailleurs domestiques rémunérés – leurs mauvaises conditions de vie et la discrimination dont ils sont victimes dans différentes parties du monde – a fini par être considérée comme un « problème mondial » dont la gouvernance constitue un défi qui dépasse les frontières nationales. En fait, au niveau institutionnel, non seulement l'OIT, mais aussi ONU Femmes, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), le Forum mondial sur la migration et le développement (FFMD), l'Agence des droits

fondamentaux de l'Union européenne, la Commission de la condition de la femme des Nations Unies, et plusieurs organisations syndicales internationales, ont entrepris ces dernières années des actions spécifiques en vue de promouvoir les droits des travailleurs domestiques. En même temps, la création de la Fédération internationale des travailleurs domestiques (FITD) à Montevideo en 2012 a montré l'expansion mondiale de ce mouvement des travailleurs qui s'est bâti à partir de nouvelles connexions entre les organisations nationales et régionales existantes composées (exclusivement) de travailleurs domestiques.

Dans ce scénario, il est important de prendre en compte l'impact de la Convention 189 sur les campagnes qui ont été menées en faveur des droits des travailleurs domestiques dans différents contextes nationaux. En fait, quand on regarde de plus près

“**La situation des travailleurs domestiques rémunérés a fini par être considérée comme un problème mondial dont la gouvernance constitue un défi qui dépasse les frontières nationales**”

les spécificités de chaque pays, on constate d'importantes différences au niveau du comportement des mouvements sociaux, des États et des organisations internationales. Les organisations étatiques et non étatiques ont souvent des façons opposées de se positionner sur la question des droits des travailleurs domestiques, faisant apparaître en quoi l'importance du contexte dans le domaine des droits des travailleurs domestiques peut, au bout du compte, conditionner la capacité de la Convention 189 à mobiliser des acteurs dans chaque contexte. Cela soulève plusieurs questions, comme par exemple : Comment réagissent les différents acteurs locaux à la Convention 189 comme mesure de « gouvernance mondiale » en faveur des droits des travailleurs domestiques ? Quel rôle joue l'État dans ce processus ? Comment de tels processus s'intègrent-ils dans les transformations politiques et sociales plus vastes qui sont à l'œuvre aux niveaux national et régional ?

Pour répondre par un exemple à ces questions, en me basant sur les données dont dispose l'équipe de recherche du projet [DomEQUAL](#), je me pencherai sur les cas de l'Inde et de l'Équateur, qui représentent des exemples contrastés de la manière dont des protagonistes locaux étatiques et non étatiques ont abordé la Convention 189 comme une opportunité de mobilisation en faveur des droits de travailleurs domestiques.

Au niveau de l'État, l'Équateur et l'Inde ont adopté des attitudes opposées : le gouvernement équatorien s'est activement engagé en faveur de l'intégration des droits des travailleurs domestiques dans le cadre plus large

de ses réformes socioéconomiques, tandis que le gouvernement indien a été réticent à inscrire cette question dans son agenda politique, malgré la pression d'organisations de la société civile. Ces différences entre les deux pays se traduisent par des modalités très distinctes dans les campagnes organisées en faveur des droits des travailleurs domestiques, avec pour conséquence des rôles, des objectifs et des marges de manœuvre différents pour les principaux acteurs sociaux.

Les différences entre l'Inde et l'Équateur sont également le reflet de différences géographiques. Le cas de l'Équateur reflète la tendance dans la région des Caraïbes et de l'Amérique latine, pendant la période des gouvernements de gauche au Brésil, en Bolivie, en Équateur et au Venezuela, à améliorer les conditions de vie des groupes sociaux les plus pauvres et les plus vulnérables, y compris les travailleuses domestiques. Il semble qu'il y ait eu un effet d'émulation entraînant les gouvernements d'Amérique latine et des Caraïbes à s'associer les uns après les autres au processus de ratification. Aujourd'hui la région détient le plus fort taux de ratification, avec 14 signataires au moment où nous écrivons. Le cas de l'Inde s'inscrit au contraire dans une région où, en comparaison de l'Amérique latine, peu de réformes ont été adoptées pour améliorer les droits des femmes et des migrants en général. Dans toute l'Asie, le fait que seules les Philippines aient jusqu'à présent ratifié la Convention 189 a un impact négatif sur les droits des travailleurs domestiques dans cette région.

Pour ces raisons, l'Inde et l'Équateur se distinguent en fonction de qui oc-

cupe le rôle de « protagoniste attiré » – celui qui œuvre en faveur de nouvelles avancées juridiques et normatives en faveur des droits des travailleurs domestiques. Alors qu'en Équateur c'est le gouvernement qui a pris des mesures en faveur d'un nouveau cadre normatif, ce n'est pas le cas en Inde, où une législation n'existe que dans certains états (comme le Kerala), et où, dans le reste du pays, l'OIT reste le principal acteur assurant la protection juridique des travailleurs domestiques. En Inde, je pense que l'État pourrait de fait être décrit comme un opposant dans ce domaine.

En conclusion, on peut émettre l'hypothèse que dans ces deux pays, les différences dans l'interaction entre les acteurs sont liées à des priorités différentes : l'amélioration des droits humains des travailleurs domestiques en Inde, par opposition à l'amélioration plus spécifique de leurs conditions de travail en Équateur. À ces deux manières distinctes d'aborder la campagne en faveur des droits des travailleurs domestiques, correspondent différents types d'acteurs qui, aux côtés des organisations de travailleurs domestiques, soutiennent et animent la campagne. Étant donné le cadre très large de la campagne en Inde, il a été difficile de trouver des acteurs travaillant activement sur les questions d'égalité et de droits humains qui ne soutenaient pas la campagne pour les droits des travailleurs domestiques. En Équateur, au contraire, les parties prenantes, issues des traditionnels mouvements féministes, indigènes et de travailleurs, étaient plus réticentes à rejoindre la campagne, considérée comme un combat distinct de leurs propres objectifs. ■

Toute correspondance est à adresser à Sabrina Marchetti <sabrina.marchetti@unive.it>

> Quand la femme travaille dans un autre pays

Helma Lutz, Université Goethe de Francfort (Allemagne), membre de l'ISA depuis 1990 et membre des comités de recherche sur le Racisme, le Nationalisme, l'Indigénéité et l'Appartenance ethnique (RC05), les Femmes dans la Société (RC32) et Biographie et Société (RC38), et présidente élue (2018-22) du RC05



Comment répondre aux attentes en matière de responsabilités domestiques et familiales ?

Dans la plupart des pays d'Europe de l'Est, lors du passage du « socialisme » à une économie de « libre marché », les régimes de protection sociale garantis et financés par l'État ont été abolis ou substantiellement réduits. Des millions de personnes ont perdu leur travail suite aux réformes du système économique. Ces changements économiques ont également entraîné l'abolition des dotations publiques dans le secteur du *care* : de nombreuses crèches et écoles ont été fermées ou privatisées. L'adoption d'un nouveau système politique s'est accompagnée du rejet du « matriarcat socialiste » et de la réintroduction de la traditionnelle masculinité hégémonique, fondée sur l'idéal de l'homme comme seul soutien de famille. Sous la pression économique, cet idéal est devenu difficile à appliquer, et les migrations massives d'hommes peuvent être comprises comme une tentative de répondre aux nouveaux standards de la masculinité. Au même moment, des femmes – et parmi elles de nombreuses mères – ont commencé à migrer dans des proportions encore plus importantes, ce qui peut être interprété comme la continuation de l'ancien partage du rôle de soutien de famille. Dans ces conditions, comment leurs époux/partenaires vivent-ils l'absence de leurs femmes ? Ces pères ont-ils peur de perdre leur masculinité hégémonique ? Dans la pratique, quelles formes prend la prise en charge quotidienne du foyer dans ces familles ?

Au cours des quinze dernières années, les études se sont focalisées sur les conséquences de la migration des femmes seules pour leurs familles, en particulier pour leurs enfants restés au pays. En revanche, les expériences et les façons d'agir des pères restés au pays ont rarement été étudiées. Dans mon travail de recherche sur les femmes migrantes originaires d'Europe de l'Est qui travaillent dans le secteur du *care*, je me suis intéressée aux pratiques de paternité des pères restés au pays, et à leur expérience de la monoparentalité dans le contexte des anciens pays socialistes où les hommes – contrairement à ce qui se passait auparavant – sont tenus d'affirmer leur masculinité comme soutiens de famille.

> Les styles de paternité des pères restés au pays

L'étude décrit trois types de pratique des responsabilités domestiques et familiales par les pères restés au pays : le « père isolé », le « père commandeur » et le « père impliqué ». Le premier est le cas de Costica, le « père isolé ». Costica est un fermier instruit de Moldavie

>>

qui, étant seul, s'occupe de ses trois enfants. Sa femme a laissé derrière elle sa famille il y a plusieurs années, lorsqu'elle a commencé à travailler sans papiers dans une famille en Italie. Leurs trois enfants participent au travail à la ferme et à la maison. Le père répartit les tâches et veille à ce qu'elles soient équitablement distribuées et que les devoirs de classe soient faits. Il ne remet pas en cause la nécessité de s'occuper de ses enfants, mais souligne son incapacité à le *faire comme une mère*. Il se sent coupable – suivant ses propres termes – de voler à ses enfants leur enfance, et compare sa pratique de la paternité à une « copie carbone » des soins maternels, soulignant ses propres déficiences.

Le deuxième type, le « père commandeur », est bien plus répandu que celui de « père isolé ». L'Ukrainien Sergij, autrefois enseignant, dirige sa propre entreprise tandis que sa femme travaille en Pologne comme travailleuse domestique et fait la navette entre les deux pays. Pendant les absences de sa femme, Sergij délègue les tâches domestiques en partie à ses beaux-parents et en partie aux enfants. Très fier d'éviter tout travail ménager, il se présente comme un expert pour gérer l'absence de la mère en donnant des instructions aux autres membres de la famille. D'après ses propres termes, il commande les troupes. Dès que sa femme revient, les tâches ménagères et la responsabilité de s'occuper des enfants lui reviennent. Sa pratique de la paternité s'accorde avec la distribution des tâches entre l'homme et la femme dans la plus pure tradition de l'hégémonie masculine.

Un troisième type, le « père impliqué », qui était très rare dans l'échantillon, peut être illustré avec le cas de Pawel, un technicien polonais qui est resté au pays avec son fils de cinq ans pendant que sa femme fait la navette entre les deux pays pour aller travailler en Allemagne comme travailleuse domestique. Comme la majorité des hommes dans cette situation, il a conservé son emploi de surveillant dans une usine de voitures, où il travaille par roulement en équipes de jour et de nuit. Pawel s'efforce de répondre aux besoins de la famille et à toutes les tâches domestiques ; selon ses propres termes, il veut se débrouiller tout seul. En tant que *père impliqué* il est fier de faire les deux – d'élever son fils et de tenir bon au travail – avec toutes les complications, d'ordinaire associées aux mères célibataires, que cela implique.

> Répondre aux attentes

À partir de ces études de cas, on voit bien les différences dans la pratique de la paternité du « père impliqué », du « père commandeur » et du « père isolé ». Les trois ont

cependant un élément en commun, et c'est l'importance qu'ils accordent au travail rémunéré et par conséquent leurs efforts pour répondre à l'idéal hégémonique de paternité même lorsque celui-ci est érodé et financièrement inopportun. Lorsque Pawel prend en charge les tâches « maternelles », le fait qu'elles soient codifiées comme féminines ne semble pas poser de problème ; mais ce modèle se heurte aux exigences de son travail, et dans ce sens, son expérience rejoint celle des mères au travail, qui souffrent d'une double charge de travail. Sergij rejette dès le départ tout indice d'un quelconque échange de rôle ou d'une quelconque tentative pour remplacer la mère, s'efforçant au contraire de maintenir l'apparence extérieure d'être le seul soutien de famille, en dépit du fait que la réalité est autre.

Je pense que la pratique de la paternité de Pawel et Costica peut certainement être assimilée à celle attendue d'une mère – une pratique qui a pour origine le partage de la charge de soutien de famille à l'époque du socialisme d'État, lorsque ce partage n'était pas un idéal mais une réalité pratique. Étant donné l'idéal de paternité qui domine actuellement, il est évident que les pères restés au pays n'ont pratiquement aucune chance d'être reconnus comme des pionniers d'une nouvelle pratique de la paternité. Au lieu de cela, ils doivent se prémunir contre l'expérience dénigrante d'être exclus et qualifiés de poules mouillées – et en conséquence, ils ne remettent pas en cause le modèle hégémonique actuel.

Au total, ces cas illustrent deux aspects de la migration. Premièrement, le coût émotionnel et les difficultés pratiques que les membres de la famille expérimentent dans des situations de fragmentation familiale. Les pères restés au pays doivent répondre aux attentes non seulement de leurs partenaires mais aussi de leur voisinage et de la société dans son ensemble. Dans la mesure où la plupart des pays d'Europe de l'Est et d'Europe centrale voient dans le mouvement de navette des femmes migrantes une « absence temporaire » et refusent de reconnaître leur contribution économique, aucun programme d'aide aux familles restées au pays n'est envisagé. De même, les bénéficiaires du travail domestique et de *care* dans les pays d'accueil ignorent pour la plupart les difficultés et le coût émotionnel auxquels sont confrontés ces travailleuses. Deuxièmement, quand les femmes deviennent soutiens de famille, la plupart des sociétés dont elles sont originaires réalisent que leur absence du foyer entraîne des manques et des conflits liés au genre. La revalorisation et le renforcement de la paternité comme un « travail » digne pourrait être une réponse adéquate des pays d'origine – une réponse, hélas, que l'on ne voit nulle part. ■

Toute correspondance est à adresser à Helma Lutz <lutz@soz.uni-frankfurt.de>

> Singapour,

un endroit idéal pour élever ses enfants ?

Youenn Teo, Université technologique Nanyang (Singapour), et membre des comités de recherche de l'ISA sur la Pauvreté, la Sécurité sociale et les Politiques sociales (RC19) et les Femmes dans la société (RC32)



| Une réalité contrastée à Singapour.

Ces dernières années, la question de la « conciliation entre vie professionnelle et vie privée » est devenue à Singapour une affaire publique de premier plan. L'État de Singapour a augmenté les aides sociales afin de permettre aux parents – en particulier les mères – de concilier leur travail rémunéré avec la garde des enfants. En même temps, le programme des travailleurs domestiques étrangers, depuis longtemps un élément clé des mesures engagées par l'État pour répondre aux besoins en matière de *care*, continue à se développer à un rythme soutenu. En même temps que l'intérêt croissant des politiques, toute une gamme de services commerciaux destinés aux enfants ont fait leur apparition. Les garderies d'enfants et les maternelles proposent des installations, un nombre d'enseignants par élève, et des pédagogues en rapport avec leurs tarifs. Des centres spécialisés répondent aux besoins des parents qui souhaitent que leurs enfants consacrent du temps à des activités telles que la musique, les échecs, les arts décoratifs, la

danse, l'escrime, les arts martiaux, le football, la natation, le tennis, etc. Quant aux « cours de soutien » privés préparant aux examens, qu'on trouve dans les centres commerciaux de tous les quartiers, ils jouent un rôle majeur dans la routine quotidienne des enfants scolarisés. Bien que ces centres de soutien et de « perfectionnement » ne soient pas conçus comme des centres de garde des enfants, ils constituent un élément majeur de l'infrastructure de prise en charge dans la mesure où un certain nombre d'enfants y passent plusieurs heures par jour, plusieurs fois par semaine.

La logistique nécessaire pour assurer les déplacements entre la maison, l'école et les centres d'activités est rendue possible grâce au grand nombre de travailleurs domestiques migrants (principalement en provenance des Philippines et d'Indonésie) dont le travail inclut précisément ces déplacements quotidiens des enfants d'un lieu à un autre. De fait, dans mon quartier où vivent de

>>

nombreuses familles européennes, américaines et australiennes, les mères évoquent régulièrement et ouvertement comme il est merveilleux d'élever des enfants à Singapour, à la différence de leur pays d'origine. Deux aspects importants ressortent lorsqu'elles expliquent pourquoi leur mode de vie ici ne pourrait pas être reproduit chez elles : en premier lieu, il y a une telle quantité d'activités intéressantes disponibles pour les enfants ; deuxièmement, les aides à plein temps ont un coût beaucoup plus accessible. Leurs remarques font ressortir le fait suivant : les familles dotées de moyens financiers, quelle que soit leur nationalité, y compris les familles singapouriennes, trouvent que Singapour est un endroit idéal pour élever des enfants parce qu'elles ont accès aux services du Premier Monde – le monde développé – et à la servitude du Tiers-Monde.

Parmi ce large éventail d'options, les offres disponibles pour les Singapouriens disposant de faibles revenus sont radicalement différentes. La réalité de tous les jours est éprouvante, entre tâches ménagères, courses, soin des enfants, préparation des repas, et parfois un travail posté physiquement éprouvant comme gardien, caissier de supermarché ou agent d'entretien. Ces travailleurs sont sujets au stress et craignent de manquer d'argent pour acheter de quoi nourrir leur famille et payer leurs charges. Leurs enfants, contrairement aux enfants des classes moyennes, sont extraordinairement autonomes : à huit ans, ils sont capables de faire cuire du riz et de faire frire des œufs, aller et revenir de l'école tout seuls, et même prendre soin de leurs frères et sœurs plus jeunes. Les parents à faibles revenus se disent préoccupés au sujet de leurs enfants restés seuls à la maison sans rien pour les occuper, au sujet de leur travail qu'ils ont peur de perdre s'ils prennent un congé pour garder leur enfant malade ou couvrir la période des vacances scolaires, ou au sujet de leur salaire qui ne suffit pas à payer toutes leurs factures.

Il s'avère ainsi que Singapour n'est pas un lieu pour élever des enfants si remarquable que cela lorsqu'on est une personne à faible revenu. Le développement des aides publiques et la gamme vertigineuse des options disponibles pour certains parents-consommateurs ne déterminent pas la vie des gens de la même façon d'une classe sociale à l'autre. Les différences de classe ont une importance, et un système qui apparaît à certains extrêmement favorable à la famille ne l'est pas particulièrement pour d'autres.

À ce sujet, des études montrent les multiples et diverses manières dont s'enchevêtrent de manière constante et confuse les pratiques individuelles et intimes des personnes et des familles à l'échelle micro, et l'économie politique plus vaste du care. Dans mon travail, je montre également comment les « choix » que les gens font sont déterminés par les options dont ils disposent. Malgré l'expansion de l'aide publique, les options dont disposent les familles continuent de dépendre en grande partie des solutions commerciales

et de la participation à un travail salarié dans le secteur formel. Cette réalité s'inscrit dans la réalité plus large de certaines manifestations particulières du capitalisme néolibéral et de la tendance des États et des sociétés à favoriser des solutions individualisées et marchandisées pour répondre aux besoins humains. Dans la mesure où ces tendances persistent dans le monde contemporain, même sous des formes diverses, il est important de chercher à mieux comprendre la manière dont cette évolution politique et économique est particulièrement pénalisante pour les populations socialement et économiquement défavorisées.

Le développement des besoins en matière de care et la satisfaction de ces besoins, généralement par le biais du marché et plus particulièrement par le biais des travailleurs migrants, sont des tendances qui devraient perdurer, particulièrement dans les villes du monde les plus prospères. Il nous faut adopter une perspective plus élargie pour comprendre les conséquences de cette tendance, en incluant les personnes qui ne font pas elles-mêmes partie de la « chaîne mondiale du care » mais qui vivent dans des sociétés profondément mêlées à cette chaîne. Dans un contexte où, malgré une certaine expansion sociale, les systèmes conservent fondamentalement des principes individualistes et axés sur le marché, et où les travailleurs domestiques migrants prennent en charge le travail d'aide à la personne et les tâches ménagères, les besoins des familles à bas revenus continuent d'être occultés, ignorés et négligés. Dans ces circonstances, travailler et s'occuper des autres s'avère particulièrement difficile. Responsables politiques et universitaires ont aussi la plupart du temps ignoré le fait qu'une partie du travail de care réalisé dans les familles à haut revenu – comme celui d'amener leurs enfants à leurs diverses activités extra-scolaires – exacerbe également les inégalités entre les enfants.

En tant qu'universitaires et activistes féministes qui mettons en cause la politique des pouvoirs publics, les normes sociétales et les pratiques des entreprises, il nous faut sans cesse intégrer dans le débat la question des différences et des inégalités liées à la classe sociale. Pour beaucoup trop d'entre nous, et depuis bien trop longtemps, cela n'était pas une priorité. Nous devons prêter davantage d'attention à la façon dont les politiques publiques répondent aux besoins des femmes de manière inégalitaire ; élaborer une critique durable de régimes encadrant le travail, le care et la migration qui ne tiennent pas compte du travail effectivement réalisé dans les familles ; réfléchir de manière plus approfondie à la façon dont le travail à la maison peut être aidé ; accorder plus de place aux bas salaires et aux conditions de travail lorsque les politiques concernant le lieu de travail sont débattues ; et adopter une vision élargie pour mieux réfléchir aux conséquences du travail domestique rémunéré sur les politiques publiques et sur le bien-être de différents segments de la société et le long de la chaîne mondiale du care. ■

Toute correspondance est à adresser à Youyenn Teo <vyteo@ntu.edu.sg>

> Le personnel de santé migrant au Japon

Pei-Chia Lan, Université nationale de Taiwan (Taiwan), et membre du comité de recherche sur la Sociologie des Migrations (RC31)



Séance de formation à l'attention des travailleuses du secteur du care.

Photo : [World Bank](#), CC BY-NC-ND 2.0.

Tandis que les pays d'Asie de l'Est ont recruté en grand nombre des employés de maison et des aides-soignants du Sud-Est asiatique, le Japon a jusqu'à très récemment hésité à ouvrir ses frontières. En 2014, le Premier ministre Shinzo Abe a proposé une nouvelle mesure pour encourager la participation des femmes au marché du travail, en accordant l'entrée de travailleurs domestiques étrangers dans six grandes zones urbaines. Cependant, il arrive souvent que ces travailleurs ne vivent pas chez la famille qui utilise leurs services ; au lieu de cela, ils sont employés et supervisés par des agences de services. Les candidats à ces emplois doivent suivre 400 heures de programmes de formation pour apprendre le japonais, les compétences ménagères et les usages culturels, y compris la façon de s'incliner correctement. Un membre du gouvernement déclarait dans le *Japan Times* du 1^{er} janvier 2017 : « C'est une façon très japonaise de faire les choses. Nous ne pourrions pas accepter qu'ils déferlent comme ils le font à Hong Kong ».

Avant l'arrivée de travailleurs domestiques migrants, le Japon acceptait depuis 2008 la candidature d'infirmières diplômées (*Kangoshi*) et d'aidants qualifiés (*Kaigo Fukushima*), sur la base d'accords de partenariat économique (APE) signés avec l'Indonésie, les Philippines et le Vietnam. Dans la même logique, les travailleurs dans le secteur du care relevant des APE ne sont pas autorisés à travailler chez des particuliers ; ils sont employés par des établissements médicaux ou de santé en vue de fournir une aide aux personnes âgées et aux handicapés.

L'emploi de travailleurs migrants dans le secteur du care au Japon constitue pour les chercheurs un cas d'école dans la mesure où il permet d'étudier comment une société parvient à définir la signification culturelle et le dispositif institutionnel du care à mettre en place en vue d'obtenir des « aidants migrants idéaux ». Le gouvernement a été très prudent à chaque étape de l'introduction des candidats APE, que ce soit au niveau du contrôle des quotas, du recrutement d'État à État, ou de la mise à disposition de programmes intensifs de formation moyennant un coût élevé. Bien que ces candidats APE soient des travailleurs qualifiés avec de l'expérience dans les soins infirmiers, ils sont tenus de suivre un programme de formation assuré

par des organismes approuvés par la Japan International Corporation of Welfare Services (JICWELS) puis de travailler et d'étudier dans un hôpital ou un établissement de soins. Ils sont censés passer les examens nationaux pour devenir des infirmiers agréés ou des aides-soignants accrédités. Ceux qui réussissent aux examens nationaux peuvent prétendre à un visa renouvelable indéfiniment et à un droit de séjour permanent au Japon.

Le programme de formation a pour but de combler les différences ethniques et de tempérer le sentiment d'extranéité des migrants. Beata Świtek a qualifié les résidences pour personnes âgées d'espaces d'« intimité culturelle » où la reproduction des traditions japonaises recrée une image essentialisée du passé, permettant aux personnes âgées résidentes de se sentir à l'aise dans l'institution en dépit de leur isolement social. On demande aux travailleurs migrants d'adopter des normes et pratiques d'interaction en phase avec la culture de soins japonaise, afin d'apporter aux seniors un sentiment d'intimité culturelle et de dignité personnelle lorsqu'ils reçoivent des soins de travailleurs avec lesquels ils n'ont pas de liens familiaux ou ethniques.

Une part importante du programme comprend l'apprentissage de la langue japonaise – pas seulement le vocabulaire basique nécessaire pour la conversation mais des compétences avancées en lecture et écriture (391 heures de formation avant le départ et 675 heures une fois au Japon). L'objectif le plus ambitieux est la maîtrise des caractères chinois (*Kanji*), les médecins spécialistes japonais ayant tendance à utiliser dans la rédaction des documents médicaux le *Kanji* au lieu de l'écriture phonétique. La maîtrise de la langue n'est pas seulement importante pour faciliter la communication, mais aussi parce que parler correctement le japonais – avec les formules honorifiques (*Keigo*) – permet aux aides-soignants de marquer du respect à l'égard des personnes âgées.

Le programme met l'accent sur une conception du *care* comme pratique culturelle et aide les candidats APE à apprendre les aspects culturels du « travail de *care* à la japonaise ». L'apprentissage du sens culturel de la « propreté » au Japon les aide à comprendre pourquoi être lavé dans une baignoire plutôt qu'avec une éponge est considéré par les seniors japonais comme un élément essentiel de soins de qualité. Au Japon, les fabricants de couches vendent désormais plus de couches destinées aux adultes qu'aux bébés. Lors des sessions de formation, les candidats APE apprennent la manière la plus appropriée de changer les couches, marquées de différents codes couleur en fonction des horaires et des objectifs. Ils sont formés à comprendre la relation entre les couches pour adultes et l'autonomie et la dignité du point de vue des personnes âgées japonaises.

Le programme inclut également des sujets sur la culture et la société japonaises. On leur apprend les conventions japonaises lors des repas, comme dire « *itadakimasu* » (je reçois avec gratitude) pendant le dîner avec les personnes dont ils s'occupent. Ils apprennent à apprécier les arômes particuliers de la cuisine japonaise, comme le *yuzu* et le *wasabi*. Ils apprennent aussi à respecter les traditions vestimentaires – y compris la manière correcte de mettre un kimono (avec le côté droit replié sous le côté gauche) – et la signification culturelle de la pudeur afin de pouvoir offrir une aide appropriée lors de l'habillage et du déshabillage. Tandis que certains des travailleurs APE que j'ai interviewés considèrent cette partie de la formation comme « très utile », d'autres la jugent sans ménagement comme « totalement inutile » (« Personne ne porte de kimono dans une résidence pour personnes âgées ! »). L'entretien de la familiarité des travailleurs migrants avec les traditions et la culture japonaises a plus une signification symbolique qu'une fonction pratique ; elle développe le sentiment d'une intimité culturelle non seulement avec les résidents âgés mais aussi avec la société japonaise dans son ensemble.

Le programme de formation aborde également la communication et l'interaction avec les collègues de travail japonais. Les candidats APE sont informés sur la culture du travail dans les hôpitaux ou établissements de soins japonais, où les heures de travail sont souvent longues et les horaires rigides, et l'organisation hiérarchique du travail très prégnante. Les membres du personnel doivent suivre des procédures standardisées et rédiger des rapports détaillés afin de garantir une prise en charge professionnelle. La probabilité pour les migrants APE d'obtenir l'accréditation professionnelle et un changement de statut au Japon est extrêmement faible en raison du haut niveau de maîtrise de la langue exigé. Même ceux qui obtiennent le permis décident finalement de rentrer chez eux, parce qu'ils se sentent isolés et exclus dans l'environnement social et culturel japonais.

Le programme APE du Japon voit et traite les migrants travailleurs du *care* comme des « professionnels *autres* ». Par rapport au système de *guest workers* en vigueur dans d'autres pays d'accueil de l'Est asiatique, le programme japonais donne aux travailleurs migrants accès à davantage de droits et d'avantages. Mais bien qu'ils puissent obtenir la résidence permanente après avoir réussi les examens de certification professionnelle, l'évaluation des compétences est si étroitement liée à la culture locale et à la langue que très peu sont capables d'atteindre un tel statut. De ce fait, le professionnalisme n'est pas un facteur fiable de mobilité sociale mais devient un mécanisme d'exclusion des étrangers. ■

Toute correspondance est à adresser à Pei-Chia Lan <pclan@ntu.edu.tw>

> La grossesse et l'accouchement comme travail rémunéré

Sharmila Rudrappa, Université du Texas à Austin (États-Unis)



La grossesse et l'accouchement se sont convertis en une activité commerciale à l'échelle internationale.

O bjet d'une surdétermination mêlant idéal de pureté raciale, lignage patriarcal et dévotion maternelle, la grossesse et l'accouchement ne sont jamais de simples phénomènes naturels, mais des événements fortement et culturellement influencés et marqués par le genre, qui renforcent les processus sociaux du don et de l'échange essentiels dans la formation des familles et des communautés. Le travail reproductif que les mères réalisent au sein du ménage est perçu comme étant inspiré par le dévouement, l'amour désintéressé et l'esprit de sacrifice maternel. En raison de l'importance des formes genrées du travail reproductif dans la formation de familles qui sont idéalisées comme sacrosaintes, la grossesse et l'accouchement sont préservées de la souillure de l'argent qui est répandue dans le monde pollué des marchés, caractérisé par des relations mercantiles et éphémères. Mais que se passe-t-il lorsque des femmes sont enceintes et accouchent en échange d'une rétribution ? Quel type de travail rémunéré sont la grossesse et l'accouchement ?

Ces questions surgissent dans le contexte de la commercialisation de la gestation pour autrui, où une mère porte et accouche d'un ou plusieurs bébés pour le compte d'un couple ou d'un parent célibataire en échange d'une rémunération. La mère porteuse n'a aucune relation génétique avec l'embryon qu'on lui a implanté, qui appartient légalement au(x) parent(s) d'intention. Les embryons eux-mêmes proviennent d'une variété d'arrangements mercantiles qui impliquent l'achat d'ovules ou de spermatozoïdes humains à des banques de cellules reproductrices ou auprès de particuliers. Bien que les différents acteurs sociaux ne soient pas clairs sur ce qui est exactement échangé, si l'on s'en tient aux normes du secteur, l'argent donné aux mères porteuses *n'est pas* pour le bébé, mais pour les services de gestation réalisés jusqu'à la naissance de l'enfant.

Comme je l'ai appris au cours de mes recherches sur la gestation pour autrui, les personnes que j'ai interviewées – mères porteuses appartenant aux classes populaires indiennes et parents d'intention de la classe moyenne

>>

ou supérieure – n’avaient préalablement pas échangé d’argent pour une grossesse. Ayant peu de références leur permettant de réfléchir à la manière d’envisager cette marchandisation des services de reproduction biologique, ces personnes s’en remettent à des modes de pensée dont elles ont hérité sur les échanges : la gestation pour autrui est-elle un don, ou un échange de marchandise ? Les dons et les marchandises sont des termes utilisés pour des objets qui circulent dans l’espace social, mais c’est la façon dont ils circulent qui les distingue. Il y a quantité d’écrits sur le don et la marchandise, mais s’il fallait les résumer, les échanges de dons impliquent des relations sociales durables entre des individus ou des groupes d’individus ; ces échanges ne sont pas égalitaires mais sont caractérisés par des inégalités basées sur des hiérarchies sociales déterminées par l’âge, le genre, les handicaps, la sexualité, la religion, la race et la caste. À l’inverse, les échanges de marchandises sont caractérisés par leur caractère éphémère, où travailleurs et consommateurs sont habituellement des étrangers l’un pour l’autre. En échange d’argent, les consommateurs reçoivent une marchandise produite par des travailleurs, qui sont presque toujours désavantagés du fait des structures du capitalisme. Ainsi, les dons et les marchandises sont le reflet de relations sociales. L’économie du don ou de la marchandise est liée aux caractéristiques de la personne, qui est diversement constituée, et qui est, à son tour, elle-même modifiée par l’échange de dons ou de marchandises.

En contestant que la grossesse ou l’accouchement soient un don ou une marchandise, les parents d’intention et les mères porteuses ont, lors de ma recherche, négocié les termes de leurs relations réciproques. Bien que les mères porteuses aient insisté dans leur description sur l’effort que représentait pour elles la gestation pour autrui et aient essayé d’obtenir un meilleur salaire, elles espéraient que le principe de l’échange de dons serait maintenu dans le cadre de cette maternité rémunérée. Elles savaient que les gains acquis de cette gestation pour autrui auraient disparu en l’espace de quelques mois, et qu’il ne leur resterait rien de concret à la suite des efforts fournis. C’est pourquoi elles aspiraient plutôt à des relations sociales prolongées avec les parents d’intention de classe moyenne ou supérieure, car elles espéraient pouvoir mettre à profit ces réseaux pour obtenir des prêts à court terme, des recommandations pour des emplois, et d’autres biens sociaux susceptibles d’être convertis en capital économique. Les parents d’intention étaient cependant sans équivoque : tout en employant le terme de « don » dans des grandes déclarations selon lesquelles aucune somme d’argent ne saurait égaler l’enfant qu’ils recevaient grâce aux efforts de la mère porteuse, ils se comportaient comme des consommateurs dans une société capitaliste. Ne manifestant aucun intérêt à maintenir des relations avec une femme pauvre du tiers-monde, ils coupaient habituellement tout contact une fois la tran-

saction terminée. Conformément à leur contrat, ils étaient des participants justes et impartiaux dans la mesure où ils avaient payé la totalité de ce qui était prévu, et légalement, n’étaient pas obligés de donner quoi que ce soit d’autre.

Bien que les agences de gestation pour autrui, les médecins qui traitent l’infertilité, et les parents d’intention, ne le disent pas explicitement, leurs interactions et leur choix des mères porteuses montrent clairement qu’ils perçoivent la gestation pour autrui comme une forme de travail rémunéré. Divers sociologues vont dans le même sens lorsqu’ils utilisent des termes tels que *mother worker* (qui implique un « travail de maternité ») et « utérus industriel » pour désigner ces formes émergentes de commercialisation du travail reproductif.

Mais que devient le travail de grossesse et d’accouchement quand il est intégré au marché ? À première vue, la gestation pour autrui pourrait être considérée comme une sorte de travail intime, qui correspond au travail rémunéré accompli pour forger, maintenir et gérer des liens interpersonnels en subvenant aux besoins corporels et aux souhaits des destinataires de l’aide apportée. Le travail intime, cependant, n’implique pas le corps tout entier des travailleuses comme c’est le cas dans la gestation pour autrui. Le travail du sexe s’en rapproche mais ne comprend pas les différents processus in-vivo d’ovogenèse et de gestation qui sont utilisés dans la gestation pour autrui commercialisée, qui créent une valeur ajoutée. En raison des processus biologiques et physiologiques que cela implique, la gestation pour autrui peut être plus précisément décrite comme une forme de travail clinique, où les femmes acceptent de donner aux docteurs et à tout le personnel médical l’accès à leur corps et les autorise à l’exploiter à des fins commerciales.

Aborder la gestation pour autrui comme une forme de travail clinique ne décrit pas seulement les processus qui permettent d’extraire de la plus-value de la gestation et de la grossesse, mais permet aussi d’ouvrir la voie à la légitimation du travail de reproduction biologique que les femmes réalisent en vue de gagner de l’argent. Les formes aggravées de marchandisation du corps telles que la gestation pour autrui sont sans aucun doute des développements pervers, mais on ne peut pas simplement faire comme si elles n’existaient pas, en regrettant le temps plus innocent où le travail de mise au monde des femmes était encore entièrement attaché à la sphère privée de la famille et des réseaux familiaux. Reconnaître la gestation pour autrui comme un travail clinique revient à prendre conscience de la manière dont la marchandisation de la vie s’est accentuée, et ouvre la voie à l’organisation des travailleuses et à la construction d’une coalition avec d’autres types de travailleuses reproductives telles que les gardes d’enfants, les professeurs de l’école primaire et les infirmières. ■

Toute correspondance est à adresser à Sharmila Rudrappa
<rudrappa@austin.utexas.edu>

> Le Réseau de recherche

sur les droits des travailleuses domestiques

Sabrina Marchetti, Université Ca'Foscari de Venise (Italie) et **Helen Schwenken**, Université d'Osnabrück (Allemagne), et membre du comité de recherche de l'ISA sur la Sociologie des Migrations (RC31) et les Mouvements de Travailleurs (RC44), avec la contribution de Mary Goldsmith (Mexique), Sonal Sharma (Inde), Lisa-Marie Heimeshoff (Allemagne), Verna Viajar (Philippines) et Oksana Balashova (Ukraine)



Réunion du réseau à Venise, en Italie, en juin 2017. Photo de Sabrina Marchetti et Helen Schwenken.

réseau [WIEGO](#) (Femmes dans l'emploi informel : Globalisation et Organisation), de la Fédération internationale des travailleuses domestiques ([IDWF](#)) et du syndicat hollandais FNV Bondgenoten. Ce groupe fondateur a mis en avant le besoin de s'engager non seulement dans la recherche sur le travail domestique, mais aussi de collaborer avec les travailleuses domestiques pour défendre leurs droits.

Le Réseau de recherche sur les droits des travailleuses domestiques (RN-DWR), créé il y a bientôt dix ans, est un réseau mondial de chercheurs activistes et de membres d'organisations de travailleuses domestiques, centré sur le travail domestique rémunéré.

> Contexte

La question du genre, de la migration et de la mondialisation des marchés du care suscitant un intérêt grandissant dans le domaine des sciences sociales, les universitaires sont aujourd'hui plus nombreux à mener des projets de recherche sur le thème du travail domestique rémunéré¹, souvent en collaboration avec des travailleuses domestiques et leurs organisations. Ces travaux de recherche sont en général rarement connectés entre eux. C'est pourquoi un groupe restreint de chercheurs, affiliés au Centre international pour le développement et le travail décent et à la Global Labour University, en collaboration avec d'autres chercheurs de différentes universités européennes et internationales ont lancé en 2009 l'initiative RN-DWR, avec le soutien du

Forts de leur double identité de chercheurs et d'activistes, les fondateurs du réseau se sont rencontrés à plusieurs reprises à Genève pour des recherches préliminaires en vue de soutenir le groupe des travailleuses pendant les négociations sur la Convention 189 de l'Organisation internationale du Travail (OIT), certains suivant également les négociations à des fins de recherche. D'autres ont apporté leurs analyses depuis la propre OIT. Mais la question ne concernait pas seulement les chercheurs. Au sein du groupe de la Global Labour University, nous avons échangé avec des travailleuses domestiques de l'IDWF (qui s'appelait alors IDWN) à propos de la recherche en tant que telle, et pour réfléchir aux moyens d'améliorer la collaboration entre chercheurs et travailleuses domestiques organisées. De nombreuses travailleuses domestiques organisées exprimaient leur frustration à l'égard de la recherche et des chercheurs, sachant qu'elles avaient consacré du temps à de longues interviews, sans jamais voir le résultat de la recherche ou même en retirer un quelconque bénéfice ; d'autres se plaignaient que certains chercheurs n'avaient d'intérêt que pour les récits de type victimaire sur la vie et le travail des travailleuses domestiques. C'est pour cela que les travailleuses domestiques ont, elles

>>

aussi, assisté aux négociations lorsque le réseau a été fondé et ses principes ont été débattus.

Sur cette base, le RN-DWR a été officiellement lancé à Genève lors de la Conférence internationale du travail de l'OIT de juin 2011, où la Convention 189 concernant le « travail décent pour les travailleuses et travailleurs domestiques » a été négociée et adoptée. Dès lors, l'une des premières tâches du réseau est de promouvoir la ratification de la Convention et d'étudier son impact.

> Principes

Le RN-DWR coordonne et conduit des recherches basées sur les principes suivants :

- Mener des recherches utiles et de qualité qui répondent également aux besoins des travailleuses domestiques pour s'organiser.
- Créer des relations de confiance et favoriser le dialogue avec les chercheurs et les représentantes de l'IDWF et les autres organisations de travailleuses domestiques.
- Rendre les résultats des recherches accessibles non seulement aux universitaires mais aussi aux travailleuses domestiques et à leurs organisations.
- Construire dans le domaine une communauté de chercheurs qui partagent la même vision, éventuellement étendue à toutes les zones géographiques.
- Présenter, publier et diffuser les résultats des recherches afin de promouvoir les actions et les campagnes des travailleuses domestiques pour la défense de leurs droits.

> Pratiques

Une des tâches principales du réseau est d'assurer un recensement à l'échelle mondiale des chercheurs qui partagent ses principes fondamentaux, et de les mettre en relation les uns avec les autres. À cette fin, depuis 2011, les coordonnateurs du RN-DWR publient régulièrement un [bulletin électronique](#) où sont rassemblées les informations concernant la recherche actuelle dans le domaine et l'évolution en matière de droits des travailleuses domestiques.

Environ une fois par an au début de l'été, le réseau se réunit, en général à l'occasion d'une conférence organisée par un membre du réseau, ou à l'occasion d'une conférence de l'Association internationale de Sociologie ou d'un séminaire d'études des relations du travail. Les membres du réseau apportent des informations sur des initiatives régionales récentes concernant les droits des travailleuses domestiques, sur des recherches récentes d'intérêt, et discutent également de possibles questions de recherche conjointes.

En 2014, nous avons publié le [guide](#) intitulé « *Nous voulons être les protagonistes de notre propre histoire* ». *Ou comment les travailleuses domestiques et les chercheurs peuvent mener ensemble des recherches* (Kassel University Press, téléchargement gratuit). Ce guide est le résultat

d'un projet de recherche collectif du réseau sur les besoins de protection sociale des travailleuses domestiques. Des travailleuses domestiques d'Afrique du Sud et des Pays-Bas nous ont rejoints à l'occasion de ce projet. L'objectif est également d'aider les organisations de travailleuses domestiques à rendre compte de leur travail sans dépendre de chercheurs professionnels.

> Défis

Jusqu'ici, on pourrait penser que nous sommes en présence d'une expérience pleinement réussie à l'initiative de chercheurs-activistes qui partagent les mêmes idées et s'arrangent pour être connectés à l'échelle mondiale et produire une recherche socialement utile, en partie parce qu'elle est menée en collaboration avec les travailleuses domestiques et tenue de rendre des comptes auprès d'elles. Les défis ne manquent pourtant pas.

Après près de dix ans d'activité du réseau, certains de ses chercheurs les plus actifs se sont (au moins partiellement) reportés vers d'autres sujets de recherche ou ont quitté les universités ou les organisations où ils pouvaient exercer ce type de recherche activiste. De même, comme on pouvait s'y attendre, l'élan qui avait entouré la préparation de la Convention 189 de l'OIT a disparu, et la recherche et l'activisme sont revenus à la « normale », ce qui veut dire qu'une partie de l'enthousiasme, mais aussi de l'intérêt de l'opinion publique, pour cette question ne sont plus aussi forts. Si l'on tient compte des principes du réseau, il faut par ailleurs reconnaître que la collaboration avec les organisations de travailleuses domestiques en vue de développer nos priorités de recherche, de même que les efforts menés pour rendre nos publications plus accessibles aux travailleuses domestiques et à leurs organisations, pourraient être nettement plus importants et plus systématiques. Les chercheurs de notre réseau qui travaillent dans des universités classiques constatent également que la recherche participative et la recherche-action sont souvent difficiles à intégrer dans un cadre de recherche traditionnel et dans les critères d'évaluation qui s'appliquent aux carrières universitaires. Enfin, la diffusion du réseau est inégale et de nombreuses régions du monde ne sont pas couvertes. Néanmoins, malgré ces insuffisances et ces difficultés, les interactions au sein du réseau et les contacts que nous facilitons sont très appréciés de nos membres – d'autant plus que la recherche activiste dans ce domaine n'est pas très courante, et que par conséquent l'existence d'un réseau mondial avec cette orientation est un véritable atout dans nos pratiques de recherche quotidiennes.

Pour plus d'informations, consultez notre [blog](#) ou retrouvez-nous sur [Facebook](#). ■

¹ Cf. notre [blog](#) et notre [bulletin électronique](#).

Toute correspondance est à adresser à :
Sabrina Marchetti <sabrina.marchetti@unive.it>
Helen Schwenken <hschwenken@uni-osnabrueck.de>

> L'idée de résonance

comme concept sociologique

Hartmut Rosa, Université d'Iéna (Allemagne)



L'idéal du « toujours plus » et « toujours plus vite » suscite un profond sentiment d'aliénation.

Qu'est-ce qu'une façon non aliénée d'être au monde ? Qu'est-ce que le contraire de l'aliénation ? C'est à cette question que la contribution qui suit cherche à répondre en proposant le concept de résonance en tant que concept sociologique.

L'aliénation, je tiens à le préciser, est un mode particulier de relation avec le monde des choses, des personnes et soi-même dans lequel il n'y a pas de *réceptivité*, c'est-
>>

“**Au niveau conceptuel, la résonance implique de se laisser toucher, voire transformer, d’une manière non prévisible et non contrôlable**”

à-dire de connexion intérieure significative. C’est une relation sans véritable relation. Ce mode implique sûrement des connexions causales et instrumentales et des interactions, mais le monde (avec toutes ses qualités) ne peut pas être approprié par le sujet, on ne peut pas le faire « parler », il semble inaudible et invisible. Ainsi l’aliénation est-elle une relation marquée par l’absence d’un vrai et vibrant échange et de la capacité de se connecter : entre un univers gris et silencieux et un sujet « sec », il n’y a pas de vie, les deux semblent être soit « gelés » soit profondément confus et mutuellement hostiles. Par conséquent, dans l’état d’aliénation, les personnes semblent être liées au monde dans l’indifférence totale voire l’hostilité.

Étrangement, le vrai sens de l’aliénation devient beaucoup plus compréhensible dès lors qu’on commence à réfléchir à son alternative. Le contraire de l’aliénation est une façon de se connecter au monde, où le sujet se sent touché, ému ou concerné par les personnes, les lieux, les objets, etc. qu’il rencontre. Phénoménologiquement parlant, nous savons tous ce que signifie être touché par le regard ou la voix de quelqu’un, par un morceau de musique, par un livre, ou par un lieu. Ainsi, la capacité de se sentir affecté par quelque chose, et en retour, de développer un intérêt intrinsèque vis-à-vis de la partie du monde qui nous touche, est essentielle lorsqu’on veut avoir une relation positive au monde. Et comme nous l’ont appris les psychologues et psychiatres, l’absence manifeste de cette capacité est un élément marquant de la plupart des formes de dépression ou de « burn-out ». Cependant, la capacité d’être affecté n’est pas suffisante pour échapper à l’aliénation. Il faut en plus une capacité de « répondre » à la sollicitation : lorsque nous nous sentons touchés dans le sens que nous venons de décrire, nous avons souvent une réaction physique – la chair de poule, une accélération des battements du cœur, un changement de tension artérielle, des réactions cutanées, etc. La résonance, comme j’appelle ce double mouvement d’af←fection (quelque chose de l’extérieur nous touche) et d’é→motion (nous répondons en établissant une connexion) a donc toujours, inévitablement, une dimension physique. Mais la réponse que nous donnons, comporte bien sûr une autre dimension qui est psychologique, sociale et cognitive. Elle est basée sur l’expérience que nous pouvons parvenir à répondre à la sollicitation, que nous pouvons établir une connexion à travers notre propre réaction intérieure ou extérieure. C’est par cette réaction que se déclenche le processus

d’appropriation. Nous faisons l’expérience de ce type de résonance par exemple dans les relations d’amour ou d’amitié, mais également lors d’un authentique dialogue, lorsque nous jouons un instrument de musique, lorsque nous pratiquons un sport, mais également, très souvent, sur le lieu de travail. Une connexion à la fois sensible et active engendre un processus de transformation progressive de soi-même et du monde.

Ainsi, la résonance n’est pas seulement basée sur le fait d’être ému ou affecté, mais aussi sur la perception de ce qu’on peut appeler l’auto-efficacité. Sur le plan social, nous faisons l’expérience de l’auto-efficacité lorsque nous réalisons que nous sommes capables de vraiment atteindre et affecter les autres, et qu’ils nous écoutent vraiment et sont connectés à nous et nous répondent à leur tour. Mais nous pouvons bien sûr également faire l’expérience de l’auto-efficacité quand nous jouons au football ou au piano, quand nous avons des difficultés à écrire un texte (qui inévitablement parle de sa propre voix), ou encore quand nous nous tenons au bord de la mer et que nous entrons en « connexion » avec le roulis des vagues, l’eau et le vent. C’est seulement dans ce mode d’affection réceptive et d’auto-efficacité réactive que les individus et le monde peuvent être mis en relation d’une façon appropriée. La rencontre transforme les deux parties, le sujet et le monde dont il fait l’expérience. Bien sûr, le problème principal avec cette affirmation est qu’elle entraîne immédiatement une objection, à savoir que tandis que le *sujet* peut très bien être transformé par l’interaction avec le violon ou l’océan, ces derniers ne changent guère. Mais tandis que cet argument repose en fait sur une épistémologie pas tout à fait innocente selon laquelle les seules choses qui sont capables de répondre sont les êtres humains, suivant une « anthropologie asymétrique », il est incontestable que le monde *expérimenté*, le monde dont nous faisons l’expérience, est affecté par de telles rencontres. Que des résonances de ce genre soient des éléments essentiels de la formation de l’identité est quelque chose qui apparaît notamment dans le fait que des assertions telles que « après avoir lu ce livre », ou « avoir écouté cette musique », ou « avoir rencontré ce groupe », ou « avoir escaladé cette montagne » « j’étais une personne différente », constituent les ingrédients habituels de presque tous les récits (auto)biographiques, par exemple lors d’interviews. Il est important de noter ici que les effets transformateurs de la résonance échappent au contrôle du sujet : quand

quelque chose nous touche réellement, nous ne pouvons jamais savoir ou prédire à l'avance ce qu'il en résultera.

En résumé, la résonance comme contraire de l'aliénation, comporte dès lors quatre éléments essentiels : premièrement, une affectation, c'est-à-dire l'expérience d'être réellement touché ou ému ; deuxièmement, une émotion comme expérience d'auto-efficacité réactive (par opposition à purement instrumentale) ; troisièmement, un pouvoir de transformation ; et quatrièmement, un moment intrinsèque d'imprévisibilité, c'est-à-dire de non-contrôlabilité ou de non-disponibilité. Nous ne pouvons jamais simplement mettre en place une résonance de façon instrumentale ou l'instaurer à volonté ; elle reste toujours insaisissable. Autrement dit, le fait de percevoir ou non « une sollicitation » échappe à notre volonté et à notre contrôle. Cela est dû en partie au fait que la résonance n'est pas un écho – cela ne revient pas à s'écouter de manière amplifiée ou à se sentir simplement rassuré, mais implique une rencontre avec un « autre » bien réel qui reste hors de notre contrôle, qui a sa propre voix ou son propre ton différents des nôtres, et qui nous reste donc « étranger ».

Qui plus est, cet « autre » nécessite d'être expérimenté comme une source de « forte évaluation » dans le sens donné par Charles Taylor : c'est seulement lorsque nous sentons que cet « autre » (qui peut être une personne, mais aussi par exemple un morceau de musique, une montagne, ou un événement historique) a quelque chose d'important à dire ou à enseigner (que nous ayons ou non envie d'entendre), que nous pouvons vraiment nous sentir « saisis » et émus. La résonance requiert donc inévitablement un moment de transcendance par rapport à soi-même. Cela ne demande pas cependant que nous ayons une vision cognitive claire ou une expérience antérieure de cet « autre ». Nous pouvons d'un coup être touchés et secoués par quelque chose qui paraît tout à fait étranger.

Par conséquent, la résonance n'est pas seulement une question de consonance ou d'harmonie ; au contraire, elle *passé par la différence* et parfois par *l'opposition* et *la contradiction* de façon à permettre une vraie rencontre. Ainsi, dans un monde totalement harmonieux ou en consonance, il n'y aurait pas du tout de résonance, car nous serions incapables de discerner la voix d'un « autre » – et en conséquence, de développer et discerner notre propre voix. Cependant, un monde où il n'y aurait que de la dissonance et du conflit ne permettrait pas non plus d'expériences de résonance : un tel monde serait vécu comme seulement répulsif. En résumé, la résonance nécessite une différence qui rende possible une appropriation auto-transformatrice, et une relation réactive qui implique une transformation et une adaptation mutuelles progressives. La résonance est ainsi une condition qui se situe entre la consonance et l'irrévocable dissonance. Pour cette raison, je suis convaincu que le concept de

résonance peut fournir la clé pour surmonter la traditionnelle impasse entre les théories et philosophies basées sur l'identité, et les conceptions centrées sur la différence. La résonance ne passe pas par l'identité, mais par l'appropriation transformatrice de la différence.

Le fait que la résonance soit caractérisée par la non-disponibilité et la momentanéité ne signifie pas qu'elle est complètement aléatoire et contingente. Car bien que l'expérience réelle ne puisse jamais être complètement contrôlable et prévisible, il y a ici deux éléments qui dépendent des conditions sociales et qui donc transforment la résonance en un concept utilisable comme outil de critique des conditions sociales. D'abord, d'ordinaire les sujets expérimentent individuellement et collectivement la résonance selon des « axes » particuliers de résonance. Ainsi, pour certains, la musique constitue un tel axe, de sorte qu'à chaque fois qu'ils se rendent dans une salle de concert, ou à l'opéra, ou à un festival, ils ont de fortes chances de vivre cette expérience. Pour d'autres, ce sera un musée, une bibliothèque ou un temple, une forêt ou le bord de mer. Qui plus est, nous cultivons des relations sociales susceptibles de nous apporter un axe fiable de résonance – nous pouvons ainsi nous attendre à des moments de résonance quand nous sommes avec notre amoureux, nos enfants ou nos amis même si nous savons tous que, très souvent, nos rencontres respectives restent indifférentes ou même répulsives. Et tout autant, comme nous l'a montré la sociologie du travail, beaucoup de personnes développent d'intenses rapports de résonance avec leur travail, pas seulement avec leurs collègues sur le lieu de travail mais aussi avec les matériaux et les tâches qui forment le cadre de leur travail. Ainsi, la pâte « répond » au boulanger comme les cheveux au coiffeur, le bois au charpentier, la plante au jardinier, ou le texte à l'écrivain. Dans chacun de ces cas, on trouve une véritable relation réciproque qui suppose des expériences d'auto-efficacité, de résistance, de contradiction, d'appropriation, ainsi que de transformation mutuelle.

Quand nous examinons plus attentivement ces axes, nous découvrons que nous pouvons systématiquement distinguer trois dimensions différentes de résonance : sociale, matérielle, et existentielle. L'axe *social* est celui qui se situe au niveau des rapports interpersonnels avec les autres êtres humains. Dans la plupart des sociétés contemporaines, l'amour, l'amitié, mais aussi la citoyenneté démocratique sont perçus comme des rapports ayant une résonance de ce type. L'axe *matériel* est celui que nous établissons avec certains objets – naturels ou artefacts, pièces d'art, amulettes, ou outils et matériaux avec lesquels nous travaillons ou que nous utilisons pour le sport. Cependant, je crois, aux côtés de philosophes comme Karl Jaspers, William James et Martin Buber, que les sujets humains cherchent et trouvent également des « axes de résonance » *existentiels* qui les lient à la vie ou à l'existence, ou à l'univers en tant que tel. Comme

>>

ces auteurs ont essayé de le montrer de manière assez convaincante, c'est ce qui suscite les expériences religieuses, et ce qui rend en premier lieu les religions crédibles. L'élément central de la Bible, du Coran, ou des Upanishad, est l'idée qu'à l'origine de notre existence et au cœur de notre être, il n'y a pas un univers silencieux, indifférent ou répulsif, une matière inerte, ou des mécanismes aveugles, mais un processus de résonance et de réponse. Il y a, bien sûr, d'autres axes de résonance existentielle qui ne relèvent pas d'idées religieuses. La nature, en particulier, est ressentie comme une réalité suprême, globale, et réactive. Écouter la voix de la nature est devenu une idée fondamentale non seulement dans la philosophie idéaliste, mais encore plus dans nombre de nos routines et pratiques quotidiennes. D'une manière étonnamment similaire, les arts plastiques et la musique ouvrent un axe analogue pour celui qui les reçoit. Dans chaque cas, la résonance n'est pas nécessairement une expérience agréable et harmonieuse mais peut receler des aspects foncièrement dérangeants.

Bien que je considère que de tels axes concrets de résonance ne sont pas anthropologiquement donnés mais culturellement et historiquement construits, l'existence de certains de ces axes est néanmoins indispensable à une bonne vie, car ils offrent des contextes dans lesquels les sujets sont disposés à s'ouvrir à des expériences de résonance. Passer à un mode de disposition à la résonance exige de prendre le risque de se rendre vulnérable. Au niveau conceptuel, cela implique de se laisser toucher, voire transformer, d'une manière non prévisible et non contrôlable. Ainsi, dans des situations où nous sommes envahis par la peur, le stress, ou en état de lutte, ou encore concentrés pour obtenir un certain résultat, nous ne cherchons pas ni ne nous autorisons de résonance, car agir ainsi serait au contraire dangereux et nuisible. Ceci étant dit, il devient évident qu'il serait insensé d'exiger que nous soyons en permanence en mode de disposition à la résonance. La capacité d'abandonner ce mode, de prendre ses distances avec le monde, d'adopter une position froide, instrumentale, analytique face au monde, est à l'évidence une réalisation culturelle qui est indispensable non seulement pour poursuivre l'activité de la science moderne et de la technologie, mais aussi pour assurer et sauvegarder une forme de vie qui permette une résonance humaine dans les trois dimensions mentionnées.

Une fois ce concept adopté, je pense que la sociologie critique peut commencer à utiliser le critère de résonance

dans le sens d'une critique des conditions sociales prédominantes. Son point de départ est l'idée qu'une bonne vie exige l'existence d'axes de résonance fiables et viables dans les trois dimensions mentionnées. Je pense qu'un sujet aura une bonne vie s'il trouve et préserve des axes de résonance au niveau social, matériel et existentiel, qui permettent une réassurance itérative et périodique de la réceptivité existentielle et de la capacité de connexion, c'est-à-dire d'un mode résonant d'être au monde. La possibilité d'une bonne vie est par conséquent menacée si les conditions nécessaires à ces axes et au mode de disposition à la résonance sont structurellement ou systématiquement minées.

Le mode institutionnel de stabilisation dynamique dominant, qui exige une croissance ininterrompue, de l'accélération et de l'innovation en vue de reproduire la structure sociale et le statu quo institutionnel, implique inévitablement la tendance et la possibilité d'un tel minage systématique, car il entraîne les sujets dans un mode de « disposition à l'aliénation » : ils sont contraints à un rapport réifiant et instrumental vis-à-vis des objets et des autres sujets, afin d'augmenter et de sécuriser leurs ressources, d'accélérer et d'optimiser leur équipement. La logique omniprésente de la compétitivité mine en particulier la possibilité d'entrer en mode de résonance – on ne peut pas être en compétition et en résonance en même temps. De plus, les recherches sur l'empathie et les études de neurologie nous ont appris que la pression du temps constitue en fait un véritable obstacle à la résonance. La même chose est vraie, bien sûr, si nous sommes guidés par la peur. La peur nous contraint à dresser des barrières, à fermer nos esprits, et nous fait passer à un mode où précisément nous essayons de *ne pas* être touchés par « le monde ». Par conséquent, les conditions de résonance sont telles qu'elles exigent des contextes de confiance mutuelle et d'intrépidité, et ces contextes présupposent à leur tour du temps et de la stabilité comme conditions de base. Enfin, les tentatives intrusives de la bureaucratie pour contrôler entièrement les processus et les résultats et ainsi assurer l'efficacité et la transparence, qui définissent les conditions de travail modernes, sont tout aussi problématiques pour les relations de résonance, parce qu'elles sont incompatibles avec le caractère imprévisible et le potentiel transformateur de ces dernières. Dès lors, ce dont nous avons besoin, c'est d'une critique rigoureuse des conditions de résonance. ■

Toute correspondance est à adresser à Hartmut Rosa
<hartmut.rosa@uni-jena.de>

> La coopération, pour lutter contre la balkanisation

Entretien avec Jasminka Lažnjak



Jasminka Lažnjak est une spécialiste reconnue dans les domaines de la sociologie des sciences et de la technologie, des aspects sociaux de l'innovation et des politiques d'innovation, de la sociologie économique, et de la sociologie du travail, entre autres domaines. Elle est professeure de sociologie au sein du Département de Sociologie de l'Université de Zagreb (Croatie) et l'actuelle présidente de l'Association croate de Sociologie (ACS). Son dernier ouvrage, écrit en collaboration avec Jadranka Švarc, s'intitule *Innovation Culture in Crony Capitalism. Does Hofstede's Model Matter?* [La culture de l'innovation dans le capitalisme de connivence. Le modèle de Hofstede compte-t-il ?] (2017, non traduit). L'entretien qui suit fait partie d'un projet consacré aux grandes théories sociales, qui a également pour objectif d'explorer l'intersection entre sociologie internationale et sociologies nationales au travers de conversations avec des sociologues de renom. Il a été mené par **Labinot Kunushevc**, membre associé du Réseau de Jeunes Sociologues de l'ISA et titulaire d'un master en sociologie de l'Université de Pristina (Kosovo).

| Jasminka Lažnjak.

LK : Quelles conclusions tirez-vous de votre expérience à l'Université de Zagreb et à l'Association croate de Sociologie (ACS) ?

JL : Bien que le statut des associations professionnelles ait été modifié récemment (suite à des changements au niveau de la réglementation et de certaines restrictions financières), les activités de l'ACS ont augmenté au cours des dix dernières années. À sa création en 1959, l'ACS comptait une cinquantaine de membres. Elle en compte aujourd'hui plus de 200.

L'association poursuit sa mission de promotion, de développement et de défense de la sociologie comme profes-

>>

sion et comme discipline. L'ACS repose uniquement sur le travail bénévole de ses membres. Je souhaiterais inclure davantage de sociologues non universitaires dans notre association ; d'après des études récentes sur le parcours professionnel des sociologues, près de la moitié des diplômés en sociologie n'ont pas un emploi sociologique au sens strict (dans la recherche ou l'enseignement).

LK : Sur quelles bases reposent les programmes, les cursus et les paradigmes à partir desquels la sociologie croate s'est développée ? Quelle relation y a-t-il entre le monde universitaire et le marché du travail ?

JL : La sociologie croate ne s'est pas développée à partir d'un unique paradigme, et ce malgré la prédominance du marxisme à l'ère socialiste. Le premier département de sociologie a été fondé en 1963 à l'Université de Zagreb par le professeur Rudi Supek, qui concevait la sociologie comme une discipline empiriquement et théoriquement fondée de pensée critique ancrée dans la philosophie de la praxis. Indépendamment de cette tradition, et en même temps dans l'esprit même de la pensée critique, des sociologues ont développé leurs travaux sous l'influence d'autres paradigmes, comme par exemple le courant du structuro-fonctionnalisme, l'École de Chicago ou l'interactionnisme symbolique. Par sa nature multi-paradigmatique, la sociologie croate contemporaine reflète la sociologie mondiale. Sachant qu'il y a cinq départements de sociologie en Croatie, chacun s'emploie à développer des sujets, des concepts et des approches méthodologiques spécifiques. La sociologie, comme beaucoup d'autres disciplines, a dû relever le défi des nouvelles technologies et des nouvelles professions qui ont émergé. Je pense que le fait que la sociologie en tant que discipline soit caractérisée par sa capacité à apporter une perspective globale, de solides connaissances générales et des compétences méthodologiques et statistiques, devrait permettre à la profession sociologique de se situer en très bonne place sur le marché du travail. J'en veux pour preuve le fait qu'en Croatie les diplômés en sociologie ont un faible taux de chômage et occupent des emplois très variés qui ne relèvent pas strictement de la sociologie traditionnelle (que ce soit dans le secteur des ONG ou dans les administrations locales).

LK : La sociologie publique est en plein essor. Qu'en est-il en Croatie ? Et quelles possibilités représente-t-elle pour la coopération régionale ?

JL : La sociologie publique en tant que sociologie définie par le dialogue avec des publics non universitaires est aujourd'hui largement reconnue en Croatie comme l'une des principales missions de la sociologie. L'adhésion à cette approche aujourd'hui largement répandue et institutionnalisée a soulevé la question de savoir comment la sociologie publique est reliée à la sociologie axée sur les politiques publiques. Il s'agit de missions complémentaires, et l'une comme l'autre approche constituent des

éléments essentiels de la sociologie qui se renforcent mutuellement. L'expertise sociologique fait partie intégrante de l'analyse politique. Il faudrait améliorer les débouchés de nos programmes d'enseignement en développant les compétences requises dans le domaine de la sociologie axée sur les politiques publiques afin de renforcer la coopération régionale.

LK : Dans l'article « Integration of the Western Balkan Countries and Turkey in the Framework Programs: Some Empirical Evidence » [L'intégration des Balkans occidentaux et de la Turquie dans les programmes-cadres : Quelques données empiriques] que vous avez signé avec Jadranka Švarc et Juraj Perković, vous évoquez les obstacles à la coopération qui existent pour les Balkans occidentaux et la Turquie dans les programmes-cadres de l'Union européenne (UE). Des progrès ont-ils été réalisés ?

JL : Pour autant que j'en puisse juger, le Kosovo a réalisé des progrès très importants au cours des dix dernières années, mais les infrastructures de recherche restent insuffisantes. Comme le montre notre étude, les obstacles observés dans les Balkans occidentaux sont similaires à ceux rencontrés par la communauté scientifique dans l'UE, quoique plus difficiles à surmonter dans le cas des Balkans occidentaux. Pour obtenir une amélioration significative des infrastructures et une plus grande participation à la recherche internationale et à la coopération dans l'innovation, des investissements supplémentaires dans le secteur de la recherche sont nécessaires. Les responsables de l'élaboration des politiques scientifiques dans le pays devraient mettre en place des mesures pour stimuler aussi bien les chercheurs individuels que les institutions de recherche à participer à la recherche internationale et aux projets d'innovation. La coopération dans la recherche et la mobilité des chercheurs pourraient être encouragées par des mesures incitatives spécifiques. L'enseignement devrait par ailleurs être plus étroitement relié à la recherche.

Il faudrait apporter une attention toute particulière au renforcement des capacités au niveau des institutions de recherche. Bien que nos analyses aient montré que les chercheurs sont relativement satisfaits du soutien apporté par leurs institutions et des efforts de leur hiérarchie, il semblerait que leur satisfaction relève avant tout d'une méconnaissance quant au type d'aide supplémentaire à laquelle ils pourraient prétendre. Il serait utile de mettre en place un système d'intermédiaires – un réseau de consultants ou de dirigeants scientifiques présents dans des instituts de plus grande envergure, des universités ou des consortiums rassemblant les parties concernées – qui feraient office d'interface entre les chercheurs/institutions et l'administration européenne.

LK : Quelle stratégie suggérez-vous face aux risques de déstabilisation dans la région ?

>>

JL : C'est une question difficile. Les Balkans ont toujours été exposés à de nombreux risques, qu'ils s'agissent de conflits locaux, nationaux ou ethniques ou de risques qui menacent l'ensemble de la planète et que nous ne semblons pas capables d'éviter, tels que la crise migratoire ou le terrorisme international. Il est toujours plus aisé de surmonter une crise lorsque de petits pays voisins sont « sur la même longueur d'ondes » sur un sujet donné. La coopération et le dialogue, par delà les divergences, sont les meilleurs moyens de résoudre des problèmes communs. Bien entendu, c'est plus facile à dire qu'à faire, mais je ne vois pas d'autre possibilité. Dès lors que la prospérité économique de l'ensemble de la région est assurée, il existe un bon terrain d'entente pour la coopération. Pour cela, l'ouverture des frontières et la libre communication sont des conditions nécessaires.

LK : *Il est vrai que d'importantes ressources politiques, diplomatiques et militaires ont été consacrées et que de nombreuses institutions internationales se sont engagées pour trouver une solution à la crise au Kosovo. Quelles sont d'après vous les possibilités pour le Kosovo et d'autres pays des Balkans, en dépit du contexte difficile de préjugés et de rivalités dans la région et des visées géopolitiques des grandes puissances ?*

JL : Je ne suis pas une experte du Kosovo et de fait je connais peu les problématiques actuelles. De manière générale je serais d'accord pour dire que l'Histoire est trop présente dans les Balkans et que c'est un fardeau dont il est difficile de se débarrasser. Le Kosovo, en tant que plus jeune État provenant de la région autonome la moins développée de l'ex-Yougoslavie, est confronté à de nombreux défis liés à sa modernisation et à sa transition récentes. C'est ce qui rend le Kosovo davantage dépendant des institutions financières internationales et des grandes puissances. La crise actuelle de l'UE a retardé son élargissement à tous les pays des Balkans – un élargissement qui aurait pu apporter davantage de stabilité dans la région. Les préjugés et les rivalités sont des instruments aux mains des élites politiques corrompues dans leur lutte pour le pouvoir politique. Le Kosovo, où les jeunes représentent plus de la moitié de la population et où le taux de chômage est très élevé, est fortement exposé à un risque de crises prolongées, à moins que d'importantes réformes structurelles ne soient mises en œuvre. Dans le cadre de ce processus, renforcer le système éducatif pour enseigner aux étudiants à penser par eux-mêmes est à mon avis la mesure la plus importante. Sans cela, nous courons le risque que la génération des *millennials* dans notre région se retrouve davantage prise au piège du nationalisme, de l'ethnocentrisme et du totalitarisme que la génération de leurs parents et même de leurs grands-parents. La théorie sociologique et la recherche sociologique peuvent contribuer à renforcer la confiance et la coopération dans la région et ainsi à lutter contre le processus de balkanisation.

LK : *Estimez-vous que dans le contexte actuel d'expansion du capitalisme, les citoyens dans différentes régions du monde risquent de souhaiter le retour à d'autres systèmes de gouvernement ? Alors même que le capitalisme irresponsable a créé plus d'injustice sociale, il traverse une grave crise structurelle. C'est quelque chose qui est d'autant plus évident en Europe de l'Est et dans les Balkans, où la classe politique arrivée après la chute des régimes communistes est dans sa grande majorité constituée par une élite politique corrompue, et où l'on assiste à un déclin des institutions de l'État de droit. Quelles explications et propositions pouvez-vous apporter ?*

JL : La démocratie représentative est confrontée à une phase de contestation de la part d'un segment croissant de la population à travers le monde. Nombreux sont ceux qui voient dans la démocratie directe et les modèles alternatifs de gouvernance une solution, bien qu'ils n'aient pas apporté les améliorations escomptées en matière de démocratisation des processus de décision ni de résultats probants sur toute une série de questions.

Beaucoup de citoyens dans les sociétés en transition ont été déçus par le processus de démocratisation. La réponse à ces problèmes est apparue, d'un côté, dans les mouvements prônant la démocratie directe, et de l'autre, dans divers mouvements populistes. Jusqu'à présent ces mouvements n'ont pas sérieusement porté préjudice au capitalisme de connivence, qui reste le système dominant dans la région.

Le déficit démocratique se traduit notamment par un échec à limiter le pouvoir des secteurs financiers et celui d'une élite politique corrompue. La transition du socialisme à la démocratie libérale a produit différents modèles de capitalisme en Europe de l'Est et dans les Balkans, de modèles basés sur le libre marché à des modèles davantage basés sur la responsabilité sociale des entreprises. Outre la guerre, notre région n'a pas su éviter le développement de l'une ou l'autre forme de capitalisme politique, et c'est ce qui semble dominer aujourd'hui tous les pays de la région. Même si comparativement, notre région ne connaît pas des inégalités sociales aussi fortes que le reste du monde, le fossé entre une petite élite de nantis et des classes moyennes appauvries s'agrandit. Il ne peut à mon avis y avoir d'évolution positive sans une politique de « tolérance zéro » vis-à-vis de la corruption en politique, sans l'indépendance de la justice et sans de nouveaux modèles économiques pour stimuler l'emploi.

LK : *Dans un entretien que j'ai mené avec Anthony Giddens, le sociologue britannique disait que l'UE connaît actuellement une phase particulièrement troublée de son évolution et que la confiance des citoyens dans l'UE a chuté brutalement dans certains États membres. Quelle est la position du Kosovo et*

de la Croatie dans le contexte actuel de crise européenne et mondiale ?

JL : Bien que je n'aie jamais été une eurosceptique, il est clair que les « eurobureaucrates » n'ont pas les moyens adéquats, ni la réactivité nécessaire, pour faire face aux problèmes que connaît actuellement l'Europe. Le décalage entre le pouvoir que détiennent les institutions de Bruxelles et de l'UE, et le faible sens des responsabilités dont elles ont fait preuve en prenant de mauvaises décisions politiques ou des mesures tardives, a sapé la confiance des citoyens dans l'UE. Il faut que cela change. La crise de l'euro est le résultat de politiques monétaires et fiscales inadaptées. Un marché commun pour les travailleurs, les capitaux et les marchandises ne peut pas fonctionner tant qu'il existe des modalités aussi disparates au sein de la zone euro.

LK : *Giddens a également dit que ce n'est qu'en poursuivant l'intégration européenne que les problèmes des pays des Balkans pourraient éventuellement être résolus. Selon lui, la Serbie devrait suivre la Croatie en devenant à son tour un État membre de l'UE : c'est là un élément clé, et il espère vivement que ce processus puisse ouvrir la voie à une future adhésion du Kosovo. Ma question est la suivante : sachant que le Kosovo est un petit pays qui a accédé à l'indépendance il y a tout juste dix ans, nous continuons à être confrontés à de nombreuses difficultés, en particulier liées au pro-*

cessus de libéralisation des visas et d'intégration dans l'UE. Cet isolement a pour conséquence de restreindre la libre circulation, le contact avec d'autres pays européens et leurs cultures, la reconnaissance sur le marché européen et l'accès aux opportunités d'emploi en Europe pour la population du Kosovo, dont 60% a moins de 25 ans. Nous éprouvons le besoin d'être intégrés dans l'UE et d'appartenir à l'Union européenne. À votre avis, que pouvons-nous faire pour que le Kosovo s'intègre dans l'Europe ?

JL : Je suis d'accord avec mon éminent collègue. Ma proposition s'inscrit dans la droite ligne de ce que j'ai énoncé précédemment. L'intégration dans l'UE est entravée, ce qui pourrait freiner les processus d'harmonisation. L'ampleur de l'émigration en provenance du Kosovo n'aide pas. Je comprends l'aspiration du Kosovo à devenir membre de l'UE étant donné l'expérience de la Croatie, dont le chemin pour y parvenir a été long et sinueux. La stabilité et la sécurité me paraissent être les principales conditions préalables à une intégration plus poussée, même si la barre a été relevée pour les nouveaux candidats. Mais je crois en l'avenir de l'UE et aux avantages d'appartenir à l'UE pour les pays européens de la (semi-)périphérie. Les attentes déçues quant à des améliorations immédiates dans la qualité de vie et les avantages plus longs à venir que prévu, ne devraient pas décourager les réformes sociales et économiques. ■

Toute correspondance est à adresser à Labinot Kunushevci
<labinotkunushevci@gmail.com>

> Les promoteurs immobiliers chinois face à la résistance paysanne

Yue Du, Université du Wisconsin à Madison (États-Unis), et membre du comité de recherche de l'ISA sur le Développement régional et urbain (RC21)



Une nail house (« maison clou ») à moitié démolie dans un village urbanisé de l'est de la Chine, juin 2017. Photo de Yue Due.

Devant une maison à moitié détruite située à la périphérie d'une ville chinoise en pleine expansion, un résistant d'une *nail house* (« maison clou ») a pourchassé l'équipe d'un promoteur immobilier avec deux couteaux de cuisine, accusant le gang préposé à la démolition de harcèlement incessant, et menaçant de tuer le promoteur. Au cours des années qui ont précédé, la plupart des voisins du villageois avaient renoncé à garder leurs maisons, et à la place, accepté de recevoir une compensation pour leur terrain et de déménager dans des appartements situés dans des tours. Mais dans ce village, vingt ménages ont refusé de bouger. Trois mois plus tard, alors que j'accompagnais un promoteur immobilier dans le cadre de ma recherche sur la politique d'urbanisation en Chine, j'ai assisté, horrifiée, au moment où les bulldozers sont arrivés pour détruire la maison à deux étages du récalcitrant. Celui-ci a alors versé de l'essence autour de sa maison, a enflammé un réservoir d'essence, a fermé sa porte, est monté sur le toit, et a attendu que l'explosion lui ôte la vie.

Mais tandis que j'observais la scène, deux membres aguerris de l'équipe de sécurité privée du promoteur ont évacué de son toit le résistant. D'autres, avec la même efficacité, ont éteint le feu, avant de raser sa maison à l'aide de bulldozers. C'était la dixième *nail house* – une expression employée pour désigner les maisons que leurs propriétaires paysans refusent avec opiniâtreté d'abandonner – qu'ils avaient démolis dans la matinée ; il avait fallu moins d'une heure pour faire disparaître les neuf premières.

L'urbanisation accélérée de la Chine a entraîné une appropriation massive des terres : des millions de familles

paysannes ont été expulsées et relogées moyennant une indemnisation minimale. Au cours des dix dernières années, l'État central a réformé les structures juridiques et institutionnelles qui régissent la reconversion des terres, en cherchant à protéger les paysans et les terres cultivables. Mais comme les ventes de terres restent la principale source de revenu pour les municipalités, les autorités locales continuent dans l'ensemble du pays à exproprier les terres cultivables, en déplaçant les paysans et en transformant des zones résidentielles en zones à usage commercial.

Aujourd'hui, les réclamations concernant les terres sont à l'origine de la plupart des mouvements de protestation populaire en Chine : quand toutes les autres solutions ont été épuisées, en désespoir de cause les paysans utilisent leur corps pour faire pression, s'accrochant avec entêtement à leurs vieilles maisons comme des clous enfoncés dans le sol, prêts à tout pour maintenir leurs moyens d'existence en milieu rural.

La plupart des débats sociologiques sur la résistance et l'influence du peuple en Chine tournent autour de la division entre les pouvoirs publics et la société, les gouvernements locaux étant identifiés comme les principaux acteurs intervenant pour anéantir la résistance des paysans à être dépossédés de leurs terres. Mais cette prise en considération des seuls acteurs gouvernementaux occulte une autre source de répression très puissante : les promoteurs immobiliers privés, qui ont été autorisés par les autorités locales à exproprier et déposséder les paysans en application de la nouvelle conception du financement des infrastructures urbaines.

>>

Pendant deux décennies, les gouvernements locaux ont eu recours à des prêts bancaires pour financer les démolitions et rénovations des biens immobiliers. Mais depuis 2016, l'État central a rigoureusement interdit les prêts bancaires pour exproprier les terres, et à la place encourage les gouvernements locaux à développer des obligations au niveau municipal. Mais plutôt que de se fier à de nouveaux marchés obligataires, nombre d'autorités locales se sont tournées vers un allié local – les promoteurs immobiliers privés – pour obtenir de l'aide.

Pendant le travail de terrain que j'ai effectué de 2016 à 2018, j'ai vu des promoteurs immobiliers privés participer activement à chaque étape de l'expropriation des terres, et j'ai vu des agents immobiliers déployer de multiples stratégies en vue de saper les réclamations des paysans qui résistaient à l'expropriation de leurs terres.

Comme plusieurs observateurs l'ont souligné, les autorités locales chinoises se sont parfois appuyées sur des hommes de main payés à la tâche pour réduire au silence les paysans récalcitrants. Mais ces conflits peuvent prêter à confusion : de nombreux cadres des villages compatissent avec les paysans de leur municipalité, et au lieu de suivre les ordres de leurs supérieurs, il arrive que les fonctionnaires locaux se joignent aux habitants du village et deviennent parfois eux-mêmes des résistants.

Une violence incontrôlée peut entraîner un nombre important de victimes ainsi qu'une mauvaise publicité. Quand cela arrive, la stratégie peut avoir l'effet inverse de celle prévue, ce qui peut parfois inciter le gouvernement central à sévir, et à entraver la carrière de bureaucrates locaux. En sous-traitant la violence à des promoteurs immobiliers privés, les gouvernements locaux cherchent à éviter d'être considérés comme responsables de la répression, tout en poursuivant efficacement les expulsions et démolitions. Les promoteurs peuvent louer les services d'hommes de main expérimentés (« l'équipe de démolition ») qui ont acquis, après avoir démolé avec succès des *nail houses* dans d'autres villages, la réputation d'expulser sans faire de victimes.

Les membres de l'équipe de démolition font sortir de force les résistants de leur maison, mais évitent les blessures ; ils sont grassement rémunérés, moyennant le risque d'être passés à tabac par les villageois lors de l'intervention. Comme me l'ont rappelé à la fois les fonctionnaires locaux et les informateurs immobiliers, le gouvernement central et les gouvernements provinciaux ont tendance à n'intervenir que quand les médias relaient les protestations – ce qui arrive surtout lorsque l'expulsion provoque des blessés graves, ou que le nombre de protestataires est particulièrement élevé. En minimisant les dommages corporels, ces forces de sécurité privées sapent la « politique du corps » des résistants des *nail houses* et réduisent les possibilités d'une intervention du gouvernement central.

Si la résistance des familles se prolonge dans la durée, cela complique bien sûr les procédures. Les paysans qui refusent d'abandonner leur maison entraînent de longs retards et une accumulation rapide des intérêts à verser, poussant parfois de petites entreprises immobilières irresponsables à la faillite.

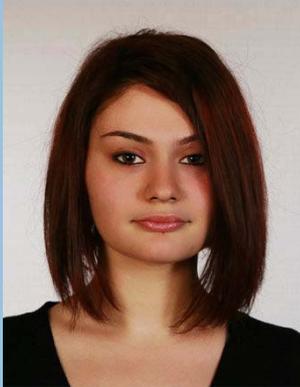
Mais quand les résistants sont confrontés à des géants de l'immobilier qui peuvent se permettre un certain retard dans la procédure, les familles de paysans sont fondamentalement réduites à l'impuissance. Dans leur lutte quotidienne, les familles résistantes doivent supporter un harcèlement continu de la part des équipes de démolition : leurs fenêtres risquent d'être cassées par des hooligans, et l'eau et l'électricité coupées par les autorités municipales. Pour nombre de ces résistants, les souffrances physiques et psychologiques peuvent avoir des conséquences graves, et provoquer une attaque cérébrale, une crise cardiaque, des crises d'anxiété ou de la dépression. Au moment où les bulldozers achèvent de démolir les maisons, les promoteurs immobiliers ont déjà harassé les résistants, mentalement et physiquement.

Alors que tous les foyers résistants luttent pour obtenir une juste compensation, leurs raisons de résister peuvent varier. Près des zones urbaines, de nombreux foyers se lancent dans de durs combats, car leur déménagement tarirait leur seule source de revenu : de nombreux « villageois urbains » construisent des maisons à plusieurs étages sur leurs terrains, puis louent les chambres à des travailleurs migrants et à des employés de bureau, ou créent de petites entreprises au rez-de-chaussée. Dans les villes rurales périphériques, les paysans peuvent devenir des foyers de résistance parce qu'ils ne peuvent pas se payer les appartements qu'on leur propose. Après avoir aidé leurs descendants à acheter des appartements, la génération plus âgée est souvent abandonnée dans des maisons à moitié détruites, sans aucun autre endroit où aller vivre.

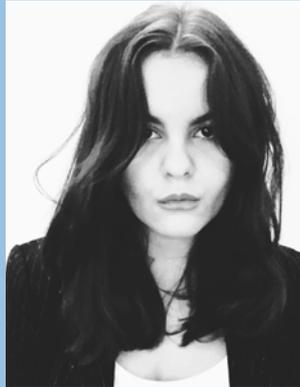
Quelle que soit la raison pour laquelle les paysans deviennent des *nails*, des résistants, ces conflits font des ravages. Dans un village, j'ai observé un résistant âgé, furieux, se jeter sous la voiture garée d'un membre du personnel travaillant dans l'immobilier, jurant qu'il se vengerait. Agitant un long bâton en bois, le résistant menaçait de blesser toute personne qui s'approcherait, y compris sa femme, qui tentait de le calmer. Tandis que le visage du résistant devenait rouge et sa respiration courte, sa femme a éclaté en sanglots. « C'est son cœur. Je sais qu'un jour, une crise cardiaque l'emportera, si nous continuons à vivre ainsi », disait-elle en pleurant. Mais personne ne semblait l'écouter. ■

Toute correspondance est à adresser à Yue Du <yue.du@wisc.edu>

> L'équipe de *Dialogue Global* en Roumanie



| Raisa-Gabriela Zamfirescu



| Diana-Alexandra Dumitrescu



| Iulian Gabor



| Rodica Liseanu



| Mădălina Manea



| Bianca Mihăilă



| Andreea Moldoveanu



| Oana-Elena Negrea



| Mioara Paraschiv

**DIALOGUE
GLOBAL**



Raisa-Gabriela Zamfirescu doctorante à l'Université de Bucarest (UB), est titulaire d'une licence de sociologie de la Faculté de sociologie et de travail social de l'UB, et de deux masters, l'un en gestion de l'information dans la lutte contre le terrorisme (Académie du Renseignement national « Mihai Viteazul », Roumanie) et l'autre en études d'analyse de l'information et de sécurité (programme conjoint de l'UB et du service de renseignement roumain). Ses domaines d'intérêt sont multiples, depuis la sécurité jusqu'aux études de genre en passant par les analyses typologiques ; elle s'intéresse plus particulièrement à la façon dont ces sujets sont traités à la télévision, en particulier dans les émissions de télévision américaines. Elle dispense actuellement des séminaires sur les statistiques et la sociologie politique.

Diana-Alexandra Dumitrescu doctorante en sociologie à l'Université de Bucarest (UB), est titulaire d'une licence de sociologie de la Faculté de sociologie et de travail social de l'UB et de deux masters, l'un en médias et communication (Université de Warwick, Royaume-Uni) et l'autre en études d'analyse de l'information et de sécurité (programme conjoint de l'UB et du service de renseignement roumain). Elle travaille actuellement comme directrice de projet adjointe pour le Département de sciences sociales de l'Institut de recherche de l'UB (ICUB) et assure des séminaires consacrés aux méthodes de recherche.

Iulian Gabor est étudiant en doctorat à l'Université de Bucarest. Il s'intéresse à l'économie du partage, ou économie collaborative, notamment au covoiturage, à la mobilité partagée, aux communautés en ligne de covoiturage, à la viabilité et à l'auto-stop. En tant qu'ethnographe, sa thèse porte plus particulièrement sur le comportement des usagers. Il travaille également pour une ONG de défense de l'environnement et se dit confiant que « nos connaissances, associées à la recherche, à la créativité et aux technologies, pourraient résoudre beaucoup de nos problèmes à venir ».

Rodica Liseanu doctorante à l'Université de Bucarest (UB), est titulaire d'une licence en études de sécurité de la Faculté de sociologie et de travail social (UB) et d'un master en science politique de l'Université de Bucarest et de l'EHESS (École des hautes études en sciences sociales de Paris). Dans le cadre de ses recherches en sociologie de l'éducation, elle étudie actuellement les jeunes qui abandonnent le système scolaire en Roumanie, en analysant plus particulièrement les causes, les effets et les acteurs sociaux de ce décrochage scolaire.

Mădălina Manea est titulaire d'une licence en science politique de l'Université de Nottingham Trent (Royaume-Uni) et d'un master en recherche sociologique avancée de l'Université de Bucarest (UB). Depuis le début de ses études de doctorat, elle fait partie de l'équipe de recherche du Centre d'études des migrations de l'UB en tant qu'assistante de recherche sur deux projets internationaux, YMOBILITY et TEMPER.

Bianca Mihăilă est étudiante en master à la Faculté de sociologie et de travail social de l'Université de Bucarest. Ses recherches portent sur les réseaux transnationaux de co-rédaction, notamment l'impact du transnationalisme sur la productivité scientifique des chercheurs. Elle utilise pour son travail l'analyse des réseaux sociaux et personnels. Elle est également la responsable éditoriale de *International Review of Social Research* publié par Walter De Gruyter.

Andreea Moldoveanu est actuellement doctorante en sociologie à l'Université de Bucarest, où elle a obtenu un master de la Faculté de sociologie et de travail social. Ses principales recherches sont liées à l'administration publique et centrale dans le secteur de la recherche, du développement et de l'innovation. Ses multiples domaines d'intérêt vont de l'administration publique à l'âgeisme dans les romans graphiques et la bande dessinée. Elle assure actuellement des séminaires consacrés aux méthodes de recherche sociale.

Oana-Elena Negrea, doctorante en sociologie, est titulaire d'une licence et d'un master de l'Université de Bucarest. Ses principaux sujets de recherche concernent les inégalités sociales et les études de genre, et plus particulièrement les inégalités économiques de genre et la ségrégation sectorielle de genre sur le marché du travail en Roumanie. Elle enseigne par ailleurs en tant qu'assistante un cours consacré aux méthodes et techniques de recherche sociologique.

Mioara Paraschiv a suivi des études de sociologie et psychologie. Elle est actuellement en doctorat de sociologie à l'Université de Bucarest. Sa thèse de doctorat porte sur un programme collectif à destination des délinquants sexuels qui sont en détention ou en période de probation. Elle travaille également comme conseillère de probation.